



40^e CONGRÈS DU PCF 3•4•5 JUILLET 2026

Un communisme de conquêtes

PROJET DE BASE COMMUNE ADOPTÉ PAR LE CONSEIL NATIONAL DU 29 MARS 2026

RÉSUMÉ

« Un communisme de conquêtes », proposition de base commune adoptée à 77 % par le Conseil national, s'inscrit dans la continuité des orientations définies par les 38^e et 39^e congrès. Avec « Un communisme de conquêtes », il s'agit désormais de franchir une nouvelle étape : inscrire notre démarche dans la durée et réaffirmer le rôle central du PCF dans la conquête des pouvoirs par le monde du travail.

Depuis le congrès de Marseille, le contexte national et international s'est fortement dégradé. Le capitalisme est entré dans une crise économique, sociale, écologique et démocratique profonde entraînant des recompositions internationales majeures. La contestation de l'hégémonie du dollar s'intensifie, portée par l'émergence de nouvelles puissances, tandis que les tensions et les guerres se multiplient. Malgré cela, des peuples continuent de lutter pour leur liberté et leur souveraineté.

Face à cette recomposition du monde, la France apparaît affaiblie et marginalisée. Les politiques néolibérales ont fragilisé notre appareil productif, accéléré la désindustrialisation, affaibli les services publics, creusé les inégalités et aggravé la crise climatique en privilégiant la financiarisation de l'économie au détriment du travail.

Cette situation nourrit une crise sociale profonde et une crise politique majeure. Le recul de la conscience de classe, l'atomisation du salariat et les fractures territoriales alimentent les peurs et les replis identitaires. En exploitant les colères et en détournant les luttes sociales, l'extrême droite progresse dangereusement. Face à ce péril, il est urgent de porter avec force le projet communiste : remettre la lutte de classe au cœur du combat de la gauche et faire de l'amélioration concrète des conditions de vie une priorité.

« Un communisme de conquêtes » porte l'ambition de reconstruire la conscience de classe et de retrouver la base sociale historique du Parti communiste, condition pour faire refluer durablement l'extrême droite et poser de nouveau la question de la conquête des pouvoirs. Il s'agit de rassembler le monde du travail et le peuple autour d'une politique de classe et de construire une alternative ouvrant le chemin du dépassement du capitalisme.

Pour ce faire, trois piliers structurent cette orientation : le combat contre un ordre international dominé par les logiques impérialistes et pour la paix ; la construction d'une République démocratique, sociale et universaliste donnant de nouveaux pouvoirs aux citoyens et aux travailleurs ; le choix du travail, de l'emploi et des salaires, avec une transformation du mode de production fondée sur l'appropriation sociale des richesses.

Pour être à la hauteur de ces ambitions, notre organisation doit également se transformer. Les congrès ne peuvent se limiter à fixer des objectifs, ils doivent aussi se donner les moyens de les atteindre. Cela implique un effort renouvelé en matière d'implantation, de formation et d'organisation afin de permettre au parti de se redéployer efficacement dans les territoires et les entreprises.

Ce texte d'orientation n'est pas un document figé mais une base commune à enrichir collectivement. Il s'agit de trancher des choix stratégiques fondamentaux et de donner au PCF les moyens de faire entendre sa voix, en refusant les logiques d'effacement qui ont affaibli la gauche. Le bilan organisationnel devra accompagner cet effort pour hisser le parti à la hauteur des défis actuels.

Table des matières

PRÉAMBULE

Objectif du congrès.....	9
---------------------------------	----------

PARTIE I

Le moment historique : une crise systémique du capitalisme	11
---	-----------

1.1 Un capitalisme qui se reconfigure	11
1.2 L'humanité face au défi climatique et à l'effondrement de la biodiversité.....	13
1.3 La France à l'épreuve de la désindustrialisation	13
1.4 Face à la crise de régime, reconstruire une conscience de classe.....	14
1.5 Le PCF au service de la conquête des pouvoirs par les travailleurs	16

PARTIE II

La paix, le travail et la République au cœur du projet communiste	18
--	-----------

2.1. Le parti pris de la paix et des coopérations internationales	18
2.2. Le parti pris de la République refondée	20
2.2.1. Une République démocratique, laïque, universaliste, sociale.....	20
2.2.2. De nouvelles institutions au service de la souveraineté populaire.....	21
2.2.3. La bataille de l'égalité et de l'universalité des droits	22
2.2.3.1. Porter l'ambition d'une révolution féministe universaliste.....	22
2.2.3.2. Combattre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations	22
2.2.3.3. Agir pour une autre politique migratoire, républicaine et internationaliste	23
2.3. Le parti pris du travail, le défi du socialisme au XXI ^e siècle.....	23
2.3.1. Une visée révolutionnaire : le communisme.	23
Un processus : le socialisme aux couleurs de la France.....	23
2.3.2. Un nouveau modèle de production	26
2.3.2.1. Reprendre en main et développer l'outil industriel.....	26
2.3.2.2. Refonder le modèle agricole.....	27
2.3.2.3. Placer l'énergie au cœur d'une nouvelle stratégie industrielle et climatique.....	27
2.3.3. Une société des biens communs, de l'émancipation	28
et du développement des capacités humaines	28

PARTIE III

Le parti en action	30
---------------------------------	-----------

3.1. Les batailles électorales de 2027	30
3.2. Du 39 ^e au 40 ^e congrès, l'organisation des communistes	32
3.3. Les communistes au cœur de la société.....	33
3.3.1. Irriguer le territoire des idées communistes grâce aux cellules.....	33
3.3.2. Construire deux campagnes structurantes et lisibles	34
Pour une nouvelle industrialisation et de nouveaux service public	35
Pour la paix et l'autodétermination des peuples	35
3.3.3. Repenser le rôle des directions	35
3.3.4. Valoriser le lien aux élus.....	36
3.3.5. Consolider le lien stratégique avec la jeunesse et le MJCF.....	37
3.3.6. Renforcer la formation politique et idéologique des militants	37
3.3.7. Amplifier la bataille financière à tous les niveaux.....	38
3.3.8. Faire de la communication un levier stratégique	39
3.3.9. Développer nos médias et nos revues.....	39

1

PRÉAMBULE

2

Objectif du congrès

3 Avec « Un communisme de conquêtes », il s'agit aujourd'hui de franchir une étape
 4 décisive : doter le PCF d'une démarche dans la durée, affirmer le rôle central du PCF
 5 dans la conquête des pouvoirs par le monde du travail. Volontairement, ce texte
 6 d'orientation ne reprend donc pas l'ensemble des travaux du précédent congrès. Le
 7 40^e congrès du Parti communiste français s'inscrit dans la continuité des orienta-
 8 tions définies lors des précédents congrès. Le texte du 38^e congrès, « Manifeste du
 9 Parti communiste », portait l'ambition d'arrêter l'effacement du PCF et de le rendre
 10 à nouveau visible dans le débat public. Celui du 39^e congrès, « L'ambition pour de
 11 nouveaux jours heureux », a permis de renouveler le projet communiste et de pré-
 12 ciser ses propositions. Ce projet de base commune n'est pas un programme électo-
 13 ral mais se veut être un texte de visée communiste, fixant des priorités politiques
 14 et stratégiques, et donnant mandat à la future direction nationale pour mettre en
 15 œuvre ces orientations d'ici le prochain congrès.

16 Ce texte a vocation à s'appuyer sur les acquis existants et à être complété par les
 17 productions les plus récentes du parti qui constituent des contributions essentielles
 18 à l'élaboration et à la mise en œuvre de son projet.

19 La crise systémique du capitalisme suscite de profonds bouleversements : guerres,
 20 menaces nucléaires, effondrement des principaux indicateurs écologiques, crise
 21 sociale, crise démocratique. L'ordre international est traversé par des recomposi-
 22 tions majeures, marquées à la fois par la volonté du capital étatsunien d'asseoir sa
 23 domination internationale sur un nouveau mode d'accumulation, mais aussi par
 24 la contestation de l'hégémonie du dollar et la montée de nouvelles puissances. Les
 25 tensions s'exacerbent à mesure que l'administration Trump entend conserver sa su-
 26 prématie dans un ordre mondial devenu multipolaire, et qu'elle s'affranchit à cette
 27 fin du droit international pour affirmer sa volonté impérialiste et guerrière.

28 Dans ce contexte, la France s'enfonce dans une crise majeure. Elle apparaît affaiblie.
 29 Du fait de l'alignement de tous ses gouvernements sur l'impérialisme étatsunien et
 30 de leur acceptation des orientations mises en œuvre au sein de l'Union européenne,
 31 sa voix s'est progressivement marginalisée sur la scène internationale.

32 Ce déclasserement est indissociable des choix économiques et sociaux opérés depuis
 33 plusieurs décennies. Les politiques néolibérales ont profondément fragilisé l'appa-
 34 reil productif, accéléré la désindustrialisation, affaibli le modèle agricole français
 35 et contribué au recul des infrastructures publiques. En privilégiant la financiarisa-
 36 tion au détriment du travail et de la production, elles ont aggravé les inégalités et
 37 réduit ses capacités de répondre aux défis du siècle, en particulier le dérèglement
 38 climatique.

39 Cette situation alimente une crise sociale catastrophique, tandis que l'échec du
 40 macronisme a plongé le pays dans une crise de régime inédite depuis les origines de
 41 la V^e République. Le recul de la conscience de classe et l'atomisation du salariat, la
 42 peur de l'avenir qui s'empare des catégories populaires nourrissent les replis identi-
 43 taires. Elles favorisent la progression de plus en plus dangereuse de l'extrême droite.
 44 Aucune des réponses politiques existantes n'est aujourd'hui à la hauteur pour com-
 45 battre ce phénomène et le faire refluer durablement.

46 Face à ces défis, « *Un communisme de conquêtes* » propose une orientation ambi-
 47 tieuse autour d'un projet de dépassement du capitalisme et d'unir le peuple de
 48 France. Pour cela, il importe de bâtir une force politique solidement ancrée dans

1 le monde du travail et de la création, capable de rassembler largement les travail-
2 leuses et les travailleurs, de faire progresser la conscience de classe et de donner à la
3 gauche une base sociale forte.

4 C'est par la mobilisation du monde du travail que pourra être inversé le rapport de
5 force. Cette dynamique est indispensable pour faire reculer l'extrême droite et ou-
6 vrir une perspective politique capable de répondre aux défis économiques, sociaux
7 et environnementaux de notre temps. Elle constitue la condition pour la conquête
8 des pouvoirs et la construction d'une société d'émancipation.

9 Comme ils l'ont fait à l'occasion de leurs derniers congrès, c'est aux communistes
10 qu'il appartient de s'emparer à présent de cette proposition de base commune, de
11 l'enrichir de leurs expériences et de leurs réflexions, d'en faire le levier collectif du
12 déploiement de leur parti afin de lui permettre de se hisser au niveau de secousses
13 historiques.

PARTIE I

Le moment historique : une crise systémique du capitalisme

1.1 Un capitalisme qui se reconfigure

Un moment de basculement historique s'ouvre, marqué par la fin de la globalisation néolibérale construite depuis les années 1990, dont l'échec a conduit à un enlisement durable dans la crise. La situation actuelle ne correspond pas seulement à la suite des crises précédentes. Avec l'épuisement du modèle néolibéral fondé sur la concurrence entre les peuples, le dumping social et environnemental, la financiarisation et la marchandisation du monde, le capitalisme connaît une nouvelle étape de sa crise, systémique : crise économique durable, sociale (inégalités sans précédent dans l'histoire de l'humanité), écologique (prédation généralisée), démocratique.

Les nouvelles modalités d'accumulation qui s'esquissent recèlent des contradictions. Les délocalisations ont conduit à la destruction des bases productives aux États-Unis et en Europe, avec le déplacement massif des lieux de production industrielle vers l'Asie, et au premier chef vers la Chine, mais aussi dans d'autres zones comme l'Europe de l'Est ou le Maghreb par exemple. Dans ce monde multipolaire, les nouvelles puissances régionales, voire mondiales, sont hétérogènes, les unes contestent les puissances impérialistes quand d'autres s'affirment dans leur giron.

Les volontés de dédollarisation se développent, menaçant la prédominance étatsunienne. Ces volontés expriment les aspirations de ces États à faire leurs propres choix, contre la limitation au rôle que l'impérialisme veut assigner à chacun de ces pays dans la production mondialisée, contre les contraintes financières et les accords imposés. Ces puissances nouvelles, particulièrement les BRICS, déploient leurs diplomaties, développent des coopérations, entre solidarité et tentations impérialistes. Leurs économies combinent des formes archaïques et modernes d'exploitation mais aussi des progrès des conditions d'existence et du niveau de vie.

Les tentatives de relocalisation aux États-Unis de secteurs stratégiques (IA, bio-tech, semi-conducteurs) ne suffisent pas à surmonter la crise, pas plus que l'emprise exercée sur les brevets et la propriété intellectuelle. Le trumpisme met en lumière une dynamique d'appropriation de l'État par la classe capitaliste elle-même, dans le but de servir directement ses intérêts et d'accroître ses moyens de répression : c'est à la fois plus brutal pour les travailleurs, mais cela rend bien plus lisible les objectifs des politiques conduites. L'État, comme toutes les institutions, est de façon renouvelée un enjeu de l'affrontement entre les logiques d'emprise du capital sur la société et des forces qui veulent s'en affranchir.

Face à l'essor des BRICS et des nouvelles puissances régionales, face à l'épuisement des marges de croissance, l'impérialisme se reconfigure. La nouvelle politique étatsunienne vise à combattre les velléités de souveraineté et à défendre et à accentuer l'hégémonie du dollar, ainsi que de certaines cryptomonnaies contrôlées par les États-Unis. Une fraction des classes dirigeantes agit alors pour faire céder par la contrainte l'ensemble des rapports de pouvoir géopolitiques et des rapports de force entre classes établies au XX^e siècle : attaques contre le droit international, pression économique, retrait de tous les engagements climatiques et de coopérations scientifiques (OMS),

1 nouvelles technologies au service de l'imposition et du contrôle... Désormais, le re-
 2 cours banalisé à la guerre devient un instrument pour réimposer une forme de su-
 3 prémie politique, relancer l'accumulation du capital et ouvrir une nouvelle phase
 4 expansive fondée sur le contrôle des lieux de production ainsi que des circuits com-
 5 merciaux, énergétiques et numériques.

6 Au niveau mondial, incapable désormais de produire un progrès matériel partagé ou
 7 un horizon désirable pour la majorité, la classe capitaliste ne parvient plus à univer-
 8 saliser ses intérêts. Le trumpisme constitue une réponse autoritaire à la contestation
 9 de l'hégémonie états-unienne. La violence de la réaction est extrême, au mépris de
 10 toutes les règles de droit international, mais elle fait tomber le masque : l'intérêt du
 11 capital étatsunien apparaît plus clairement. C'est lui qui conduit à s'appuyer sur l'ex-
 12 trême droite au nom de la seule loi du plus fort sans se préoccuper de l'intérêt des
 13 peuples et du droit.

14 Il en va ainsi de l'agression du Venezuela et de l'enlèvement de son président, du dé-
 15 clenchement sans mandat de l'ONU de la guerre contre l'Iran et le Liban, de l'attaque
 16 contre Cuba, des menaces sur le Groenland, le Canada, le Mexique, la Colombie...
 17 L'ordre mondial entre dans une phase de reconfiguration. En proposant une instance
 18 concurrente de l'ONU fondée sur la force et l'argent, et en retirant les États-Unis de
 19 66 organisations internationales, Donald Trump cherche à dynamiter toute forme de
 20 multilatéralisme.

21 Les autres pays occidentaux, dont la France, tentent également de maintenir leur
 22 domination sur différentes parties du monde, alors même que toutes leurs tentatives
 23 impérialistes de la période précédente se sont soldées par des échecs qui entraînent
 24 leurs alliés.

25 L'objectif immédiat de cet impérialisme est d'accroître la soumission de l'Europe à
 26 l'unilatéralisme trumpiste, en reprenant le contrôle des routes commerciales, notam-
 27 ment celles du gaz et du pétrole, des ressources et des circulations au Moyen-Orient
 28 et en Afrique. Il veut également éradiquer toute forme de contestation, notamment
 29 dans le "Sud global" et plus particulièrement sur le continent américain, avec Cuba
 30 et le Brésil particulièrement visés. Cette phase n'est cependant qu'un préalable : elle
 31 vise à préparer une concentration future des efforts sur la rivalité avec l'Asie et plus
 32 spécifiquement avec la Chine.

33 La construction capitaliste européenne, telle qu'elle est définie depuis ses "pères fonda-
 34 teurs", depuis l'acte unique européen et dans les traités européens, est dans une situa-
 35 tion de crise structurelle et d'impasse historique. Les règles néolibérales qui en consti-
 36 tuent le fondement sont incapables de prendre en compte la recomposition du monde
 37 qui se dessine. Le bouleversement des équilibres internes crée des tensions nouvelles.
 38 La classe capitaliste est encore plus divisée qu'auparavant et n'a plus de projet européen
 39 global et cohérent. Les institutions européennes, travaillent à faire prendre des déci-
 40 sions contre l'intérêt des peuples, privilégiant certaines fractions des classes dirigeantes
 41 de certains pays selon les questions (notamment l'industrie et l'économie allemande,
 42 comme en témoigne l'accord du Mercosur). Dans une période d'échec du projet néo-
 43 libéral européen, les institutions européennes mènent une politique renforcée de vas-
 44 salisation envers le capitalisme étatsunien et l'OTAN dans les domaines industriels,
 45 commerciaux et militaires. Elles essaient de reconstituer l'unité des classes dirigeantes
 46 sur la militarisation de l'économie, dont témoigne la hausse des chiffres d'affaires de
 47 l'industrie militaire. Les institutions européennes s'engagent dans une nouvelle étape
 48 de fédéralisation au détriment de la souveraineté des peuples déjà largement abimée
 49 par la législation européenne existante. L'Union européenne, désormais marquée for-
 50 tement par l'influence de l'extrême droite, viole les droits de l'Homme en menant une
 51 politique de combat contre les migrantes et migrants, sous-traitant la répression contre
 52 ceux-ci, et s'appuyant sur des états qui ne respectent pas la dignité humaine.

53 À force de renoncement, la France a perdu sa capacité d'initiative diplomatique en
 54 faveur de la paix et de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

1 Tandis que des convergences et des alliances d'extrême droite se constituent sous nos
 2 yeux, que les replis identitaires et le terrorisme avancent, l'aspiration des peuples à la
 3 justice sociale, à la souveraineté et à l'émancipation n'a pas disparu. En Palestine, en
 4 Iran, au Rojava, à Cuba... des résistances et des mobilisations populaires se déploient.
 5 Elles portent en elles les germes d'un monde fraternel, libéré du colonialisme, de l'im-
 6 pèrialisme et de l'extrémisme religieux.

7 **1.2 L'humanité face au défi climatique et à l'effondrement de la** 8 **biodiversité**

9 Le monde fait face à deux périls imminents : d'une part le risque d'une guerre impli-
 10 quant un arsenal nucléaire capable de détruire une partie de l'humanité en la plon-
 11 geant dans un hiver nucléaire, et d'autre part l'effondrement des écosystèmes dont
 12 dépend la survie des êtres humains. Ces menaces doivent être prises très au sérieux et
 13 marquent la gravité du moment historique.

14 Lors de son 39^e congrès, le PCF a réaffirmé sa volonté d'affronter les grands défis en-
 15 vironnementaux que sont la crise de la biodiversité, les menaces sur le climat et celles
 16 que font peser l'épuisement des ressources et les pollutions globales. Aujourd'hui
 17 l'heure est à la course aux armements et aux replis nationalistes reléguant au second
 18 plan ces grands enjeux, à rebours de la nécessaire coopération internationale et d'un
 19 climat de paix. Cependant, dans un monde confronté à un changement climatique,
 20 avec un réchauffement global de +1,3°C, dont les conséquences se ressentent partout
 21 dans le monde, et face aux défis spécifiques que pose l'anthropocène et la prise en
 22 compte des limites planétaires, la conscience de l'unicité de la planète progresse dans
 23 la société.

24 Si la course folle au profit, source de gaspillage et d'inefficacité, est un des obstacles
 25 majeurs à la résolution de ces problèmes, les défis industriels, scientifiques et d'orga-
 26 nisation sociale restent entiers au-delà du nécessaire dépassement du capitalisme.
 27 Les communistes agissent pour un renversement des logiques à l'œuvre en faveur de
 28 la réponse aux besoins humains, de la planification écologique et de la coopération
 29 internationale.

30 **1.3 La France à l'épreuve de la désindustrialisation**

31 Les dirigeants politiques et la classe capitaliste du pays font le choix de se résigner
 32 et d'accompagner l'escalade guerrière de l'impérialisme étasunien. Ils sont pris entre
 33 leur logique de vassalité et leur besoin de dégager des marges. Ils sacrifient le déve-
 34 loppement de la France, son rayonnement international, un projet d'avenir commun
 35 désirable et partagé pour le peuple permettant de faire nation. Le pays s'enfonce donc
 36 dans une crise économique, écologique, démocratique et sociale profonde jusqu'à
 37 perdre confiance dans l'avenir.

38 La désindustrialisation est au cœur de la crise française. Le pays peine à se réveiller du
 39 cauchemar de la société post-industrielle. La part de l'industrie manufacturière dans
 40 le PIB de la France est désormais une des plus basses d'Europe, avec 10% quand la
 41 moyenne européenne est de 16%. Les secteurs stratégiques ont été méthodiquement
 42 démantelés et la crise pandémique témoigne des difficultés à répondre aux besoins
 43 de la population. En sacrifiant des filières entières pour maintenir leurs profits, les
 44 grands groupes industriels, financiers et bancaires mettent en danger la souveraineté
 45 du pays dans des secteurs stratégiques comme l'alimentation, la sidérurgie, l'énergie,
 46 la chimie et le médicament, la défense, le numérique. Il sera impossible de répondre
 47 aux défis sociaux, économiques et environnementaux dans un pays où seules deux
 48 des dix voitures les plus vendues en France sont assemblées sur le territoire national,
 49 où 92% des appareils électroniques, 87% des vêtements et 78% des médicaments sont
 50 produits à l'étranger.

1 Le choix de la désindustrialisation au bénéfice de la financiarisation aggrave l'em-
 2 preinte carbone de la France et entraîne la perte de savoir-faire, le recul du travail pro-
 3 ductif et la baisse du niveau de vie, la diminution de la production de valeurs et donc
 4 de services publics menacés par les marchés financiers. Ce sont des filières entières de
 5 formation qui sont menacées.

6 Le patronat français est un des plus extraverti d'Europe : 62% des emplois des grandes
 7 entreprises françaises se trouvent à l'étranger contre seulement 38% pour l'Allemagne
 8 et 28% pour l'Italie. Le patronat français continue d'organiser le grand déménage-
 9 ment des emplois et des industries. Pourtant, les entreprises continuent d'être abreu-
 10 vées d'argent public sans contreparties, sans conditions vertueuses, sans contrôle. Voi-
 11 là comment la France est devenue championne d'Europe des dividendes versés aux
 12 actionnaires.

13 Les conséquences sont claires : les inégalités s'aggravent. Inégalités de revenus entre
 14 cadres supérieurs et ouvriers/employés, entre les femmes et les hommes, inégalités
 15 d'espérance de vie entre les cadres supérieurs et les ouvriers. Les inégalités scolaires
 16 s'aggravent concernant l'accès à l'enseignement supérieur. Les inégalités de patri-
 17 moine continuent de se creuser : les 10% des ménages les plus fortunés possèdent à
 18 eux seuls 47% de l'ensemble du patrimoine, ils en possédaient 41% en 2010.

19 Crise économique et sociale, crise environnementale, inégalités croissantes, multipli-
 20 cation de conflits internationaux toujours plus violents nourrissent le ressentiment,
 21 la perte de confiance dans les institutions. Elles encouragent les divisions populaires
 22 qui sont travaillées et instrumentalisées par les forces d'extrême droite et populistes.

23 **1.4 Face à la crise de régime, reconstruire une conscience de classe**

24 En s'entêtant à servir les puissances d'argent jusqu'à sa mort politique, le pouvoir
 25 Macron a ouvert une crise de régime inédite. Elle place l'extrême droite en solution de
 26 recours autoritaire pour certaines fractions de la bourgeoisie française.

27 En 2024, le Nouveau Front populaire a permis un sursaut républicain. Cela a empêché
 28 l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir sans arrêter pour autant sa progression électo-
 29 rale et idéologique, ni parvenir à imposer à Emmanuel Macron un gouvernement de
 30 gauche et une autre politique.

31 La succession de gouvernements, 49.3, motions de censure, sans qu'apparaisse une
 32 issue parlementaire, mine la confiance dans la représentation politique. Les institu-
 33 tions de la V^e République sont à bout de souffle.

34 La crainte face à l'avenir, le recul du sentiment partagé d'appartenance à une commu-
 35 nauté nationale, la sensation d'abandon des classes populaires, la crise des services
 36 publics, concourent au recul de l'universalisme républicain et à la montée des replis
 37 identitaires.

38 Le déclassé social et international du pays a affaibli les solidarités, généré du
 39 fatalisme et du repli. Les politiques conduites par les gouvernements et les entreprises
 40 ont creusé les divisions entre les travailleurs. Elles opposent les chômeurs aux pré-
 41 caires, les statutaires soumis à l'intensification du travail aux travailleurs fragmentés
 42 en petites unités, les travailleurs nationaux aux travailleurs étrangers, les salariés des
 43 sous-traitants à ceux des donneurs d'ordres, ceux de la production à ceux de la dis-
 44 tribution, ou encore les employés du public à ceux du privé. Ces clivages s'étendent
 45 aussi entre les générations d'actifs, selon leur niveau de diplôme ou leur reconnais-
 46 sance professionnelle. Les sur-exploitations fondées sur des critères sexistes et racistes
 47 servent à exercer une pression à la baisse sur les salaires et l'emploi de l'ensemble des
 48 travailleurs. À cela s'ajoutent l'individualisation des objectifs et des qualifications, ain-
 49 si que la généralisation du management algorithmique, qui achèvent de morceler le
 50 monde du travail.

1 En affaiblissant la conscience de classe, ces politiques économiques et sociales ont
2 alimenté directement l'extrême droite, qui pointe ces divisions non pas pour les dé-
3 passer, mais pour désigner des boucs-émissaires et protéger la classe capitaliste. Cela
4 peut conduire à des tentations de repli chauviniste en France, en espérant qu'un
5 pouvoir autoritaire protège : c'est non seulement vain dans une économie mondiali-
6 sée, mais ce sont les mêmes nationalistes d'extrême droite qui sont les serviteurs du
7 trumpisme.

8 L'extrême droite profite pleinement de cette situation. S'appuyant sur de grands
9 groupes multimédias et se déployant sur les réseaux sociaux, elle se dédramatise et
10 gagne en influence. Elle se présente comme seule défenseuse des catégories popu-
11 laires. En réalité, elle porte, en direction de la bourgeoisie, une solution autoritaire
12 de sortie de la crise française. Ses propositions tournent le dos aux urgences sociales
13 comme aux exigences de la transition écologique. Pour le seul bénéfice du capital, son
14 discours raciste et suprémaciste oppose entre eux les différents secteurs du monde
15 du travail. L'extrême droite se nourrit aussi de l'ordre patriarcal et alimente des mou-
16 vances masculinistes. Dans les pays où elle accède au pouvoir, il s'en suit systéma-
17 tiquement un recul historique des droits des femmes. En France, moins de dix ans
18 après #MeToo, cette offensive idéologique produit une remise en question de l'égalité
19 et des droits des femmes, avec une évolution particulièrement inquiétante chez les
20 jeunes générations.

21 Sa conception identitaire de la nation représente un changement de régime, un grave
22 danger pour la République. Une victoire du Rassemblement National libérerait en-
23 core plus l'expression du racisme et des logiques de stigmatisation, elle favoriserait
24 la remise en cause des libertés publiques et syndicales et conduirait à une volonté de
25 museler les forces politiques de gauche et de progrès. S'il l'emportait en 2027, il cher-
26 cherait immédiatement à faire adopter un projet de révision constitutionnelle instau-
27 rant la "préférence nationale", imposant au pays un système de ségrégation ethnique.

28 Pour livrer ces assauts, le capital s'est appuyé sur les gouvernements de droite. D'autres
29 se réclamant de la gauche ont, eux aussi, joué des mécanismes de division sociales à
30 l'appui des politiques de l'Europe capitaliste pour imposer des attaques sans précé-
31 dent contre les travailleuses et travailleurs notamment avec le cycle de lois "travail"
32 initiés avec El-Khomri - sous Hollande, et prolongés sous Macron.

33 Au nom d'un pseudo-réalisme économique et d'une crédibilité institutionnelle, une
34 partie de la gauche demeure prisonnière d'une politique qui refuse de rompre claire-
35 ment avec ce passif. Cette logique est plus intenable que jamais dans la nouvelle étape
36 de la crise du capitalisme. De plus, la proposition décroissante dogmatique, moralisa-
37 trice et multipliant les injonctions individuelles éloigne tout autant d'une perspective
38 d'émancipation.

39 Le point cardinal du défi de la gauche est d'unir les catégories populaires. C'est seu-
40 lement sur des perspectives transformatrices au service du monde du travail qu'elle
41 pourra gagner à nouveau. De ce point de vue, en organisant des oppositions entre
42 peuple et élite, entre centre et périphérie, entre quartiers populaires et France des
43 pavillons, en agrégeant des demandes diverses, comme autant de parts de marché
44 électorales, en donnant la priorité aux affects, la gauche s'éloigne du renforcement
45 d'une conscience de classe.

46 De la même manière, les discours communautaristes, les outrances flirtant parfois
47 avec l'antisémitisme, divisent tous ceux et toutes celles qu'il faudrait unir dans le
48 combat pour le dépassement du capitalisme. Acter des divisions entre travailleurs, de
49 l'affaiblissement historique du mouvement ouvrier organisé et des forces de gauche,
50 c'est renoncer au rassemblement de notre classe et à l'édification d'une dynamique
51 majoritaire en capacité d'inverser le rapport de force, condition indispensable pour
52 faire face à la progression de l'extrême droite et ouvrir un chemin d'espoir.

1 Par ailleurs, une conception verticale du changement largement déléguée à des re-
 2 présentants institutionnels, en particulier à la figure présidentielle, décrédibilise
 3 les possibilités transformatrices de l'implication populaire. La conquête électorale
 4 de l'appareil d'État restera infructueuse sans penser la conquête du pouvoir sur la
 5 production et l'affranchissement de la société de l'emprise du capital. La gauche
 6 restera structurellement minoritaire, en rupture avec sa base sociale historique sans
 7 intervention populaire agissante.

8 Ce d'autant que le mouvement social a été puissant ces dernières années sous des
 9 formes diverses. Bien sûr il s'est heurté à des oppositions patronales et politiques fé-
 10 roces. Il a cependant permis l'expression de l'affrontement de classe avec des victoires
 11 sur les salaires dans de nombreuses entreprises ou encore un mouvement sur les re-
 12 traites devenu majoritaire dans le pays. S'il n'a pas empêché la réforme, il a définiti-
 13 vement mis en minorité le pouvoir Macron. Il a contribué à la prise de conscience
 14 populaire de droits à défendre et caractérisé le pouvoir d'agir d'une classe en soi.

15 Face à cela, le pouvoir politique, à l'appui des puissances d'argent, a réagi par la coer-
 16 cition depuis les lois "travail", avec une répression syndicale d'une ampleur inédite :
 17 la seule CGT comptabilise un millier de syndicalistes menacés par la justice ou le pa-
 18 tronat, jusqu'à ses premiers dirigeants et la secrétaire générale elle-même jetée devant
 19 les tribunaux par une organisation patronale.

20 Le PCF réaffirme le rôle incontournable des luttes dans la construction d'une ma-
 21 jorité populaire agissante et la nécessité d'un travail complémentaire des organisa-
 22 tions syndicales et politiques dans le respect du rôle et de la souveraineté de chacun.
 23 Les obstacles rencontrés par le mouvement syndical comme l'affaiblissement du PCF
 24 participent des difficultés à faire gagner un projet politique révolutionnaire porté en
 25 commun contre la classe capitaliste.

26 Pour les forces de gauche, l'enjeu n'est pas de se partager une part du marché électoral
 27 plafonnant à 30%. Il s'agit avant tout de reconstruire une base sociale solide. Cela
 28 passe par deux actions essentielles : rendre visibles et compréhensibles les intérêts
 29 opposés entre les travailleurs et la classe capitaliste ; construire des convergences et
 30 forger une conscience de classe entre les différentes catégories de travailleurs. C'est
 31 une nécessité de reconstruire un projet politique, articulant les enjeux du monde du
 32 travail, de l'environnement et des progrès scientifiques et technologiques, capable de
 33 parler à la majorité sociale ayant un intérêt commun, de proposer une perspective de
 34 transformation crédible, progressiste.

35 Sans ce travail de fond, toute recombinaison restera fragile et incapable de disputer
 36 le pouvoir à la droite et à l'extrême droite lors des échéances de 2027 et au-delà. Le
 37 risque n'est pas seulement la victoire de l'extrême droite et l'échec de la gauche en
 38 2027 mais sa marginalisation durable dans le champ politique.

39 **1.5 Le PCF au service de la conquête des pouvoirs** 40 **par les travailleurs**

41 Un espace politique s'ouvre : le PCF doit y jouer un rôle décisif.

42 Depuis les deux derniers congrès, beaucoup de travail a été accompli, le PCF s'est de
 43 nouveau rendu visible, en remettant la question de l'emploi et du travail dans le débat,
 44 en révélant le scandale des 211 milliard d'euros d'aides publiques aux entreprises, en
 45 faisant entendre une autre voix sur les questions internationales, en formulant grâce
 46 aux livrets thématiques consolidant les positions innovantes et transformatrices des
 47 communistes sur les grandes questions se posant à la société, dont les questions éco-
 48 logiques avec le "plan climat". Cette visibilité retrouvée n'a pas permis de réaliser une
 49 percée politique. Aujourd'hui, la situation exige de passer à une nouvelle étape pour
 50 peser davantage sur le débat public. Ce qui suppose de cibler des priorités sur les-
 51 quelles les citoyens accorderont aux communistes leur confiance et leur adhésion.

1 La construction de combats unitaires doit être une priorité. Si l'adversaire s'emploie
2 à fragmenter le salariat, à opposer les catégories populaires entre elles et à dissoudre
3 la conscience de classe, les transformations du travail font aussi émerger de nou-
4 velles convergences. Ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres, subissent,
5 à des degrés divers, la même domination, faite d'exploitation, de précarisation, de
6 perte de sens du travail et de dépossession des choix sur la production. Cette réalité
7 exige du PCF qu'il engage un travail de fond sur les recompositions des structures
8 de classe : les qualifier, les définir, leur donner un sens politique, autrement dit
9 les repenser concrètement. Le 40^e congrès donne mandat au conseil national pour
10 mener ce travail afin de reconstruire des repères communs, des intérêts partagés et
11 une perspective collective.

12 Pour y parvenir, le PCF fait de la politisation de la lutte des classes une priorité. En
13 tissant des solidarités concrètes et en permettant la construction d'une identité col-
14 lective, il s'agit de répondre aux aspirations populaires en démontrant la nécessité de
15 défendre des intérêts de classe. Cela suppose des transformations révolutionnaires
16 amplifiant l'intervention populaire, ainsi que l'organisation et la réimplantation du
17 PCF dans les entreprises, les territoires et les institutions. C'est par cette dynamique
18 que s'ouvrira la voie de la conquête des pouvoirs et du dépassement du capitalisme.

1
2
3
4
5

PARTIE II

La paix, le travail et la République au cœur du projet communiste

2.1. Le parti pris de la paix et des coopérations internationales

6 Alors que l'impérialisme emmène la planète vers une possible guerre généralisée, les
7 derniers gouvernements ont accéléré la soumission de la France à l'OTAN, bras armé
8 des USA, et ont suivi en cela les impasses de la construction capitaliste et atlantiste
9 de l'Union européenne.

10 Les classes dirigeantes françaises s'inscrivent dans des logiques de guerre et de mili-
11 tarisation de l'économie qui piétinent le droit international, prolongent les évolutions
12 contemporaines du capitalisme et entraînent la France vers une confrontation globale
13 meurtrière.

14 Le PCF défend une politique indépendante et souveraine de paix, sur la base du droit
15 international et de la Charte des Nations Unies, au service de la construction d'un nou-
16 vel ordre du monde, de peuples et de nations souverains et associés. Les aspirations qui
17 émanent des peuples du "Sud global", de pays des BRICS, de la CELAC (Communauté
18 des États latino-américains et des Caraïbes) ou de l'Union africaine, en faveur du mul-
19 tilatéralisme et contre l'hégémonie du dollar sont des bases pour agir.

20 Une politique de paix ne signifie pas uniquement une absence de guerre, mais une
21 action politique pour la résolution des causes des conflits et des crises internationales
22 qu'elles soient politiques, économiques, sociales, climatiques. Ce n'est pas une poli-
23 tique de capitulation, mais une action résolue de la France en faveur de l'émancipa-
24 tion, de la souveraineté démocratique des peuples et du droit des nations à disposer
25 d'elles-mêmes. Cela implique le refus des ingérences extérieures qui remettraient en
26 cause leurs aspirations et la reconstruction d'une politique indépendante de défense
27 nationale et populaire. C'est une action pour la culture de paix afin de prévenir les
28 conflits en s'attaquant à leurs causes profondes par la négociation et de renforcer la
29 culture de paix par l'éducation, le respect des droits humains, le développement éco-
30 nomique et social partagé, l'égalité femmes-hommes, la participation démocratique,
31 la liberté d'information et de communication.

32 Le PCF porte l'exigence que la France reprenne en mains ses moyens d'actions indé-
33 pendants :

34 ✘ Par la sortie immédiate de l'OTAN, première étape vers sa dissolution et la construc-
35 tion d'un espace de sécurité collective européen, de l'Atlantique à l'Oural, dans l'es-
36 prit d'Helsinki.

37 ✘ Par la remise en cause des traités européens et de la logique capitaliste de la
38 construction de l'UE dans la perspective de la construction d'une Europe de
39 peuples et de nations libres, souverains et associés. Cela implique notamment
40 de rechercher des coopérations à géométrie choisie au sein desquelles les peuples
41 décident en toute souveraineté, dans le cadre national, des projets qu'ils nouent
42 entre eux, que ce soit dans les domaines industriel, climatique ou d'alignement
43 des droits sociaux et démocratiques sur le mieux-disant. La bataille pour y parve-
44 nir implique la redirection de la création monétaire de la BCE vers un fonds de

1 développement économique, social et écologique européen. Cela implique de se
2 donner pour objectif de reconquérir la représentation communiste au Parlement
3 européen lors des élections européennes de 2029.

4 ✘ Par la reconstruction d'une politique et d'un outil de défense nationale et popu-
5 laire indépendante, placée sous contrôle exclusif du Parlement et du peuple. Il s'agit
6 de construire un nouveau lien entre l'armée et la nation. Il est urgent de cesser le
7 démantèlement des industries stratégiques massivement privatisées et vendues à
8 la découpe. Le PCF appelle à la reconstruction d'une base industrielle et technolo-
9 gique de défense sous contrôle de la nation, fondée sur la dualité des activités civiles
10 et militaires, constituée autour d'un pôle public de défense, auxquelles pourront
11 s'adosser les TPE et PME dans des collaborations mutuellement avantageuses. Les
12 besoins capacitaires et budgétaires alloués aux armées doivent être réorientés ex-
13 clusivement vers les besoins de la défense nationale. Ils ne peuvent pas être utilisés
14 comme prétexte pour mener une politique renforcée d'austérité de démantèlement
15 des droits sociaux, des services publics et de reculs écologiques. Le PCF appelle à
16 l'ouverture d'un débat sur la relation entre la nation et l'armée, répondant aux en-
17 jeux contemporains de la sécurité de la France et de la sécurité globale. Face à la
18 fédéralisation des politiques de défense et nucléaires en Europe, le PCF défend la
19 conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux de coopération répondant aux in-
20 térêts communs des peuples européens.

21 Cette politique souveraine est le moyen de rebâtir une politique de paix et de coopé-
22 rations internationales :

23 ✘ Par une politique nouvelle envers le continent africain, d'égal à égal, rompant avec
24 les vestiges du néo-colonialisme de la "Françafrique" remise en cause par l'exigence
25 des peuples de voir respecter leur souveraineté dans tous les domaines, alors que
26 l'impérialisme français arrive à une fin de cycle. Les accords de défense doivent être
27 renégociés sur cette base. Le franc CFA/Eco doit être démantelé en faveur d'une
28 monnaie pleinement souveraine. L'espace méditerranéen doit être un espace de
29 paix et de coopération, sans intervention impérialiste extérieure ni ambition néocolo-
30 niale, pour les droits des migrants fondés sur le droit international, pour sauver
31 la Méditerranée de la crise climatique, pour une résolution des conflits fondés sur
32 le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les principes de sécurité collective.

33 ✘ Par une action pour remettre l'ONU et ses agences au centre des relations inter-
34 nationales et par la réforme de l'Organisation, il s'agit de faire correspondre son
35 fonctionnement aux recompositions mondiales, et d'en revenir aux principes de
36 la conférence de San Francisco. Les objectifs de développement durable de l'ONU
37 doivent faire l'objet d'engagements internationaux nouveaux pour être pleinement
38 réalisés. Comme membre permanent du Conseil de sécurité, la France doit y jouer
39 un rôle essentiel.

40 ✘ Par la défense de l'action Bureau International du Travail et de la Charte de
41 Philadelphie.

42 ✘ Par la défense de l'accord de Paris sur le climat.

43 ✘ Par la relance de négociations pour un désarmement global, multilatéral et négocié,
44 en premier lieu dans le domaine nucléaire. La France doit siéger comme observa-
45 trice au traité TIAN (Traité sur l'interdiction des armes nucléaires) et respecter ses
46 engagements pris dans le cadre du TNP (Traité sur la non-prolifération des armes
47 nucléaires).

48 ✘ Par la réforme des institutions financières internationales, l'encouragement aux
49 processus de dédollarisation, pour la construction d'une monnaie commune mon-
50 diale, et la réorientation de la création monétaire des banques et banques centrales
51 vers le développement, la préservation de la planète et l'émancipation de toutes et
52 tous. En ce sens, le PCF soutient l'appel "Pour une révolution des financements in-
53 ternationaux pour le climat", lancé depuis Belém (Brésil) en novembre 2025.

1 **2.2. Le parti pris de la République refondée**

2 Dix ans de macronisme ont profondément aggravé la crise de la démocratie en France.
 3 La crise de régime ouverte avec l'agonie de celui-ci, l'atrophie de la vie publique ap-
 4 profonde par une Ve République à bout de souffle, la défiance d'une large partie de
 5 la société envers la politique, le creusement sans fin des inégalités engendrées par les
 6 politiques néolibérales, nourrissent la montée de l'extrême droite, les violences de
 7 groupes fascistes ou néonazis, les offensives des fondamentalismes religieux contre
 8 les principes de la République, les replis identitaires et obscurantistes, les menées ra-
 9 cistes et antisémites. C'est la République elle-même qui s'en retrouve en grand danger.

10 L'aspiration à une démocratie renouvelée ne s'en exprime pas moins à l'occasion
 11 de toutes les mobilisations et de tous les scrutins. L'heure est à une refondation
 12 républicaine de la France.

13 **2.2.1. Une République démocratique, laïque, universaliste, sociale**

14 La République pour laquelle militent les communistes doit redevenir pleinement
 15 démocratique, laïque, universaliste. Elle vise à "pousser jusqu'au bout" les principes
 16 édictés par les Lumières et la Révolution française, dont Marx disait qu'ils avaient fait
 17 "éclore l'idée communiste". Elle entend s'appuyer sur sa conception de la nation, dé-
 18 finie comme communauté politique des citoyens et des citoyennes, qui récuse toute
 19 référence ethnique ou filiation religieuse telles qu'il en existe ailleurs en Europe ou
 20 dans le monde. Elle revendique l'héritage des grandes révolutions françaises qui ont
 21 affirmé l'égalité des droits, la souveraineté populaire et l'universalité de la citoyenneté
 22 contre les privilèges : de 1789 et la Commune de Paris jusqu'au Front populaire et à
 23 la Résistance, ces combats ont posé les fondements d'une République conçue comme
 24 un projet d'émancipation humaine. Ce combat républicain est un combat de classe
 25 car la République ne peut devenir pleinement démocratique et sociale sans remettre
 26 en cause la domination du capital sur le travail.

27 Redonner du sens à la démocratie, c'est permettre au peuple et à la nation de conqué-
 28 rir leur entière souveraineté dans des institutions nouvelles. C'est défendre et étendre
 29 les libertés publiques aujourd'hui menacées, rapprocher les citoyens et les citoyennes
 30 des lieux de décision, promouvoir le pluralisme des idées et de la culture, garantir l'in-
 31 dépendance des médias face aux entreprises de concentration à l'œuvre. C'est assurer
 32 la sécurité des populations tout en les prémunissant de toute dérive liberticide.

33 Réaffirmer l'engagement laïque de la République, c'est faire respecter scrupuleuse-
 34 ment la séparation des Églises et de l'État, préserver la société des dérives communau-
 35 taristes, défendre la liberté de conscience qui garantit que chacune et chacun puisse
 36 accéder à une pleine citoyenneté. C'est également concourir à l'unité du monde du
 37 travail contre tout ce qui le divise.

38 Proclamer l'universalité des droits humains, c'est refuser les tentatives réactionnaires
 39 de les limiter et de les hiérarchiser en fonction de l'origine, du sexe, des héritages
 40 culturels. C'est agir pour l'égalité réelle entre toutes et tous, ce qui suppose en premier
 41 lieu d'œuvrer à la révolution féministe sans laquelle aucune grande avancée des droits
 42 universels ne sera possible.

43 Rendre sociale la République, c'est lui permettre de concourir à l'émancipation hu-
 44 maine, c'est permettre aux hommes et aux femmes de se libérer de l'exploitation
 45 comme de toutes les formes d'aliénation sociale. C'est donner à tous et toutes les
 46 moyens de remettre en cause la domination du capital, de contrôler les choix faits en
 47 leur nom et d'en décider, à la cité comme sur les lieux de travail, grâce à la conquête
 48 de nouveaux pouvoirs.

1 2.2.2. De nouvelles institutions au service de la souveraineté populaire

2 Le système institutionnel français ne répond plus aux exigences du temps. La V^e Ré-
3 publique s'est progressivement enfermée dans un présidentielisme qui marginalise
4 le Parlement et éloigne les citoyennes et les citoyens des décisions.

5 Le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral en 2002 ont renforcé cette
6 personnalisation du pouvoir. Le Parlement, pourtant dépositaire de la souverai-
7 neté nationale, est trop souvent réduit à entériner les choix de l'exécutif, sous la
8 contrainte du 49.3 et d'un ordre du jour verrouillé. Cette concentration nourrit la
9 frustration et fragilise la démocratie.

10 Il est temps d'ouvrir le chantier d'une nouvelle République. Rompre avec le pré-
11 sidentielisme signifie refonder l'État et la vie politique du pays sur un principe
12 clair : la souveraineté appartient au peuple.

13 Cela suppose de redonner toute sa place à la représentation nationale. Le Parle-
14 ment doit redevenir le cœur de la vie démocratique, avec des pouvoirs renforcés
15 de contrôle et d'initiative, une véritable capacité d'évaluation et la maîtrise de son
16 ordre du jour. L'instauration d'une proportionnelle réelle, assurant à tous les cou-
17 rants une représentation correspondant à leur influence électorale, est indispen-
18 sable pour que chaque voix compte et que le pluralisme soit respecté.

19 Mais la souveraineté populaire ne peut s'exercer uniquement lors des élections. La
20 démocratie ne peut être une simple délégation mais doit être un processus perma-
21 nent : référendum d'initiative citoyenne encadré et droit de pétition effectif.

22 Cette exigence doit également s'incarner dans tous les territoires. Depuis la Ré-
23 volution française, les collectivités locales sont le cœur battant de la République,
24 elles doivent disposer des moyens (financiers comme humains) nécessaires pour
25 répondre aux besoins des populations. Une et indivisible, elle ne peut être morcelée,
26 au nom d'une fausse décentralisation, par un fédéralisme source de compétitivité,
27 de fracture et d'inégalités. Une République démocratique est une République qui
28 fait confiance à ses territoires et qui garantit leur égalité devant la loi commune.
29 Les communistes ne se résignent pas à la poursuite de l'affaiblissement politique et
30 économique des communes et des départements.

31 Assoir la démocratie, c'est garantir l'État de droit où nul n'est au-dessus de la loi et où
32 les libertés sont protégées contre l'arbitraire. La justice, indépendante et accessible,
33 en est la garantie essentielle, veillant à l'égalité de toutes et de tous devant la loi et
34 au contrôle de l'action publique. La police et la gendarmerie assurent la sécurité des
35 citoyennes et des citoyens. Leurs missions sont indispensables, dans le respect strict
36 des droits, sous le contrôle de l'autorité judiciaire. Par ailleurs, une institution indé-
37 pendante doit permettre les recours contre tout abus. C'est cet équilibre entre sécurité
38 et libertés qu'entend fonder une politique républicaine de tranquillité publique.

39 Enfin, il ne peut y avoir de démocratie politique sans démocratie sociale. Les
40 grandes orientations économiques, industrielles et écologiques ne peuvent être
41 abandonnées aux seuls marchés financiers. Dans un contexte de concentration
42 du pouvoir économique entre les mains du capital, l'entreprise demeure un lieu
43 central de domination et d'exploitation, où les décisions stratégiques - production,
44 investissements, emploi, organisation du travail - échappent largement à celles
45 et ceux qui produisent les richesses. Cette contradiction est au cœur de la crise
46 démocratique contemporaine.

47 Droits nouveaux et nouveaux pouvoirs pour les salariés et les usagers des services
48 publics, maîtrise publique des secteurs stratégiques, développement et garantie
49 des services publics doivent être au cœur du pacte républicain. Ce sont aussi de
50 nouveaux pouvoirs à conquérir à travers des comités d'usagers à toutes les échelles,
51 assemblées locales de suivi et de contrôle des aides économiques accordées aux
52 entreprises, et de pilotage des projets de formation et d'emploi.

1 C'est ainsi que le peuple retrouvera la maîtrise de son avenir.

2 2.2.3. La bataille de l'égalité et de l'universalité des droits

3 *2.2.3.1. Porter l'ambition d'une révolution féministe universaliste*

4 Le PCF porte l'ambition d'une révolution féministe universaliste pour libérer la société du capitalisme et du patriarcat, pour mettre fin aux violences faites aux femmes, et
6 réaliser l'égalité dans toutes les sphères de la société.

7 Les communistes font du combat contre toutes les violences de classe, contre les violences faites aux femmes et contre toutes les dominations patriarcales, une dimension majeure de leur combat émancipateur.

10 Ils portent l'exigence d'un modèle de société dénuée de rapports de domination, de marchandisation, de contractualisation et d'exploitation des corps.

12 Santé, travail, logement, mobilité, sécurité, éducation : les communistes portent un projet féministe qui repose sur la promotion et le développement des services publics afin d'assurer l'accès aux droits pour toutes et tous à égalité sur l'ensemble du territoire et dans tous les domaines.

16 La lutte contre l'extrême droite est historiquement liée à la définition même du combat féministe des communistes, porté par une culture de paix, de justice sociale et de solidarité internationale.

19 Un projet communiste ne peut être ainsi que féministe.

20 *2.2.3.2. Combattre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations*

21 Les communistes veulent une société inclusive. Ils combattent toutes les discriminations et refusent toute forme d'essentialisation. Une République qui lutte contre les discriminations agit pour la reconnaissance et le respect du droit de vivre librement son orientation sexuelle et son identité de genre. Elle agit pour en finir avec les logiques validistes, pour créer les conditions d'une égalité réelle et pour garantir aux personnes handicapées de vivre dignement et sans entrave, dans une société accessible à toutes et à tous.

28 Pas d'émancipation sociale sans élimination du racisme, pas plus que de perspective sérieuse d'éradication du racisme sans progression du projet communiste et sans internationalisme.

31 Le racisme, les replis identitaires, xénophobes et nationalistes, trouvent dans le capitalisme en crise et en guerre un terreau très fertile. Partout sont fabriqués des ennemis, des boucs émissaires pour diviser les peuples. Les citoyennes et citoyens de religion ou de culture musulmane subissent aujourd'hui des discours et des actes racistes intolérables, en héritage du racisme colonial visant les peuples du Maghreb et d'Afrique subsaharienne et procédant d'une dangereuse assimilation aux menées de l'islamisme radical. L'antisémitisme, qui a conduit dans notre pays à l'affaire Dreyfus et à la collaboration du régime pétainiste avec le génocide hitlérien, connaît un insupportable regain. La lutte contre toutes les formes de racisme est constitutive de l'histoire des communistes, elle est au cœur de leurs actions.

41 La tâche du PCF est de combattre tout ce qui alimente les fractures, ce qui divise notre classe, ce qui abîme les consciences que nous devons reconquérir pour reconstruire une dynamique majoritaire. L'antiracisme revêt en ce sens une dimension déterminante.

45 L'antiracisme des communistes est universaliste. Il rejette les assignations identitaires et les concurrences mémorielles. Un universalisme qui lutte contre toutes les formes de racisme, toutes les oppressions, pour atteindre un objectif commun : l'égalité.

48 La lutte contre le racisme et l'antisémitisme doit se fonder sur ce qui est en commun :

1 les intérêts de classe. Elle s'inscrit indéfectiblement dans le combat pour la Répu-
2 blique sociale et laïque, pour la paix.

3 *2.2.3.3. Agir pour une autre politique migratoire, républicaine et internationaliste*

4 Les communistes agissent pour une politique migratoire républicaine et interna-
5 tionaliste, face à l'indignité caractérisant la situation des nombreux êtres humains
6 contraint à l'exil, face aux peurs et aux inquiétudes qui en découlent dans les pays
7 d'accueil.

8 La politique migratoire du PCF repose sur quatre piliers : un internationalisme fait
9 de coopérations solidaires ; le combat universel pour l'égalité, la régularisation des
10 travailleuses et travailleurs sans papiers et la solidarité au sein du monde du travail
11 quelque soit la nationalité ; un accueil digne et sécurisé des personnes migrantes,
12 mutualisé en France et en Europe, reposant sur des dispositifs d'intégration ; la lutte
13 contre tous les racismes, articulée au combat de classe.

14 Les communistes s'opposent à toutes réglementations visant à expulser et à enfer-
15 mer des migrants dans des centres de rétentions extraterritoriaux ou toute tenta-
16 tive de création de milices similaires à la police étasunienne ICE. Les communistes
17 s'opposent, dans ce cadre, à la stigmatisation de l'immigration au nom de l'insécu-
18 rité dont elle serait porteuse. La nation politique qu'est la France doit rester la terre
19 d'accueil qu'elle est depuis la Révolution française.

20 **2.3. Le parti pris du travail, le défi du socialisme au XXI^e siècle**

21 De longues années de politiques libérales laissent une France exsangue, son agriculture
22 à la merci des accords de libre-échange, ses services publics malmenés.

23 Le bilan de ces politiques est un déclassement des travailleurs et travailleuses dont
24 l'extrême droite fait son lit. Elle a le plus progressé sous les quinquennats Hollande et
25 Macron.

26 La qualité du travail se dégrade au-delà de la précarité statutaire par l'intensifica-
27 tion des rythmes, la montée des contraintes managériales et algorithmiques, la perte
28 d'autonomie et de sens. Dans les entrepôts de la logistique, dans les plateformes de
29 services, dans les open-spaces des entreprises numériques comme dans les services
30 publics sous-dotés, des millions de travailleurs et travailleuses décrivent un travail
31 empêché, un écart douloureux entre ce qu'elles et ils pourraient faire et ce que le
32 système leur permet de faire. Cette souffrance au travail n'est pas une affaire indivi-
33 duelle, elle est le produit d'une organisation du travail entièrement orientée vers la
34 maximisation du profit au détriment de la qualité, de l'utilité sociale et des condi-
35 tions humaines de réalisation.

36 L'affrontement capital-travail s'intensifie et les impératifs liés au changement cli-
37 matique appellent à une rupture sans précédent pour faire reculer l'extrême droite
38 et gagner le changement. Le PCF appelle à mettre en œuvre un nouveau modèle de
39 développement garantissant une société des biens communs, de l'émancipation et
40 du développement des capacités humaines et technologiques. Cette ambition pour
41 la France prend résolument le parti du travail "comme premier besoin vital" en fai-
42 sant reculer jusqu'à sa disparition "l'asservissante subordination des individus à la
43 division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail
44 manuel" comme y invitait Marx.

45 2.3.1. Une visée révolutionnaire : le communisme.

46 Un processus : le socialisme aux couleurs de la France

47 Le capital n'a pas seulement épuisé ses marges de croissance, il a méthodiquement
48 détruit les bases productives et sociales du pays.

1 En l'état actuel des rapports de production, dominé par l'extraction massive de la
 2 plus-value produite par le travail et la financiarisation, les capacités humaines et
 3 technologiques sont subordonnées à la rente du capital, sacrifiées sur l'autel des pro-
 4 fits, condamnées par les logiques court-termistes et spéculatives. Le capitalisme en
 5 crise est aujourd'hui incapable de développer les forces productives dans un monde
 6 multipolaire marqué par les rivalités impérialistes, l'épuisement des ressources et
 7 l'urgence climatique.

8 Les communistes ne se résignent pas à cette "fin de l'histoire" qu'on a voulu imposer
 9 dans les imaginaires. La marche du monde n'est plus tenable, des transformations
 10 radicales indispensables se cherchent. L'ordre ancien résiste de toutes ses forces à
 11 l'expression d'une exigence de neuf. Comme l'écrivait Marx, "la pourriture est le la-
 12 boratoire de la vie".

13 Pour garantir à chacun une vie digne, libre et heureuse, l'urgence est à relever l'im-
 14 mense défi du dépassement du capitalisme, à ouvrir avec le peuple une perspective
 15 révolutionnaire : le socialisme. En France, le communisme s'inscrit en profondeur
 16 dans l'histoire nationale et s'enracine dans un ensemble de conquises sociaux qui ont
 17 fait reculer la domination capitaliste et impérialiste. Le PCF se réclame d'un commu-
 18 nisme de son temps, entendu comme "*mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses*".

19 Le PCF est le parti du travail, un parti de classe face au capital, le parti du peuple
 20 travailleur qui résiste, qui revendique son émancipation et dont le rôle agissant dé-
 21 termine le changement. Il est au cœur de la France qui lutte, qui fait vivre les solida-
 22 rités et qui manifeste son attachement à l'égalité, sa répulsion face aux injustices et à
 23 l'autoritarisme. Il lutte pour une société des égales et des égaux dans les mobilisations
 24 pour faire reculer jusqu'à leur éradication les inégalités salariales, les ségrégations
 25 genrées et toute discrimination ou violence validiste, sexiste, raciste qui sévissent sur
 26 les lieux de travail. Il revendique l'imposition des grosses fortunes, la suppression des
 27 exonérations fiscales dont bénéficient les grandes entreprises, la taxation des profits
 28 et des mesures contre l'évasion des capitaux. Mais face à la crise que traverse le pays
 29 comme bien d'autres, cela ne suffira pas si les marchés financiers décident de l'in-
 30 vestissement et orientent l'économie vers la rentabilité immédiate plutôt que vers la
 31 satisfaction des besoins humains et la transition écologique.

32 Le PCF est engagé dans une bataille continue pour le développement de la démocratie
 33 dans l'ordre économique et politique.

34 Il nomme socialisme cette rupture avec le capitalisme jusqu'à son dépassement. Le
 35 socialisme est un processus historique de transformation sociale visant l'émancipa-
 36 tion humaine. Il s'agit d'une société de transition, marquée par la coexistence et la
 37 confrontation entre des logiques héritées du capitalisme et des formes nouvelles de
 38 production, de propriété et de pouvoir appelées à se développer.

39 Le socialisme s'inscrit dans les contradictions du capitalisme contemporain, marqué
 40 par la domination de la finance, la mise en concurrence des travailleuses et des tra-
 41 vailleurs, la subordination des besoins humains et écologiques aux logiques de profit.
 42 Dans ce contexte, il vise à reprendre le pouvoir sur l'économie : sur la production, sur
 43 l'investissement, sur les choix technologiques et sur l'organisation du travail.

44 Cette transformation repose sur l'appropriation sociale des moyens de production, la
 45 maîtrise publique et démocratique du crédit et de la création monétaire, le dépasse-
 46 ment du marché du travail tel qu'il organise aujourd'hui la mise en concurrence et
 47 la subordination du salariat. Elle ne se décrète pas. Elle se construit dans les luttes,
 48 dans l'intervention du monde du travail et dans la conquête progressive de nouveaux
 49 pouvoirs, en articulation avec l'action politique et institutionnelle.

50 Le socialisme aux couleurs de la France nécessite le renversement du rapport de force
 51 entre capital et travail, une socialisation massive de la propriété, un nouveau pacte
 52 national où l'État comme les travailleuses et les travailleurs jouent pleinement leur
 53 rôle dans un processus démocratique refondé.

1 **Il s'organise autour de cinq piliers : planification démocratique d'objectifs sociaux**
 2 **et écologiques ; appropriation sociale et publique ; coopérations territoriales et in-**
 3 **ternationales ; promotion des droits et des libertés ; émancipation culturelle.**

4 **Le socialisme aux couleurs de la France repose sur la planification des objectifs de**
 5 **développement, décidés, contrôlés et évalués collectivement.**

6 Désindustrialisation et financiarisation ont considérablement réduit les capacités du
 7 pays à répondre aux besoins sociaux et écologiques. Un pays sans industrie et agri-
 8 culture fortes n'a pas d'avenir. Le projet communiste pour la France implique la pla-
 9 nification du redéploiement productif pour renouer avec un développement continu
 10 et rapide des forces productives, appuyé sur la cyber-révolution, la robotique et les
 11 nouvelles révolutions énergétiques. Pour répondre aux besoins humains, le PCF porte
 12 un nouveau modèle de développement conditionné par la lutte contre le changement
 13 climatique. Celui-ci est fondé sur une nouvelle industrialisation et une transforma-
 14 tion agroécologique adossées à des services publics démocratisés, renforcés, élargis
 15 et facteurs d'égalité, à la refonte des infrastructures publiques, à la réorientation de
 16 l'argent. Le « plan climat, Empreinte 2050 », travail inédit dans le paysage politique
 17 français, en constitue un exemple.

18 **Le socialisme aux couleurs de la France passe par une socialisation massive de la**
 19 **propriété** par l'extension de l'appropriation publique des moyens de productions, des
 20 nationalisations démocratiques ciblées, de nouveaux critères de gestion. Cela néces-
 21 site le développement du pôle public bancaire et financier appuyé sur une transfor-
 22 mation de la politique monétaire et du crédit afin de réorienter l'argent vers l'emploi,
 23 la formation, les services publics, la transition écologique, le nouveau mode de déve-
 24 loppement. Le PCF veut garantir pour toutes et tous la sécurité matérielle, l'accès au
 25 savoir, à la culture, à la santé et à la mobilité, afin que le développement des capacités
 26 humaines devienne le moteur du progrès social. Ces droits et pouvoirs nouveaux im-
 27 pliquent une profonde démocratisation articulée sur de nouvelles institutions popu-
 28 laires où s'exerce le pouvoir économique et politique.

29 La construction, à l'appui des luttes, d'une sécurité d'emploi et de formation permet-
 30 tra l'éradication du chômage en alternant périodes d'emplois et de formation avec
 31 une continuité de revenus pour permettre à chacune et chacun de réaliser ses poten-
 32 tialités individuelles en exploitant pleinement la cyber-révolution au service du déve-
 33 loppement des capacités humaines. Une telle avancée révolutionnaire serait un gain
 34 pour l'individu comme pour l'économie en développant l'emploi tout en réussissant
 35 la transition écologique.

36 **Le socialisme aux couleurs de la France s'appuie sur le développement de coopé-**
 37 **rations** industrielles, scientifiques et technologiques mutuellement avantageuses
 38 entre nations souveraines. Il récuse le repli national et la mise en concurrence géné-
 39 ralisée des travailleurs et des peuples. Les coopérations doivent permettre le partage
 40 des savoirs, le développement des capacités productives et la satisfaction des besoins
 41 humains dans le respect des exigences sociales et écologiques. Elles contribueront à
 42 engager la décolonisation numérique en reconstruisant une souveraineté numérique
 43 française et européenne.

44 **Le socialisme aux couleurs de la France porte la promotion des droits et des li-**
 45 **bertés** à travers le prisme de l'émancipation sociale, considérant que les libertés pu-
 46 bliques ne peuvent s'épanouir sans droits sociaux fondamentaux. Il place l'égalité
 47 réelle au cœur de son programme, en défendant fermement les droits des femmes,
 48 l'égalité professionnelle et la lutte contre toutes les formes de discriminations. Sur le
 49 plan démocratique, il porte une protection absolue des libertés fondamentales, poli-
 50 tiques, syndicales et associatives ainsi que la liberté de la presse. Enfin, il insiste sur
 51 une extension inédite des droits et libertés jusqu'au sein même des entreprises, afin
 52 d'arracher de nouveaux pouvoirs d'intervention pour les travailleuses et travailleurs.

1 **Le socialisme aux couleurs de la France promeut l'émancipation culturelle.** Cette
 2 émancipation est le résultat d'une double dynamique : d'une part une culture com-
 3 mune de haut niveau pour répondre aux défis du siècle, ce qui nécessite un service
 4 public national de l'éducation pour construire cette culture et la transmettre à toutes
 5 et tous, à égalité ; d'autre part la promotion de la liberté de création, des arts et de la
 6 culture, ce qui implique de placer les artistes et créateurs sous la protection de la Ré-
 7 publique face aux attaques obscurantistes. L'émancipation culturelle est un horizon
 8 de libération individuelle et collective et un levier essentiel de transformation sociale.
 9 À l'heure de la montée des forces d'extrême droite, cette émancipation culturelle est
 10 un enjeu stratégique pour combattre les rapports de domination. Elle doit être l'af-
 11 faire de toutes et tous. L'État doit protéger l'art et la création de la domination de l'in-
 12 dustrie numérique nord-américaine, qui pille leurs contenus et les uniformise. L'État
 13 et les institutions culturelles ont un rôle essentiel à jouer pour démocratiser l'accès à
 14 la culture, aux arts et à la création.

15 2.3.2. Un nouveau modèle de production

16 *2.3.2.1. Reprendre en main et développer l'outil industriel*

17 Le développement d'une nouvelle industrialisation pour la France est une urgence
 18 vitale. L'industrie est la colonne vertébrale économique. Par la création des richesses
 19 issues du travail, elle permet de faire vivre les territoires, de répondre aux besoins
 20 humains, de produire pour financer les conquies sociaux et les services publics. Elle est
 21 centrale pour organiser la transition écologique. Le renouveau industriel en France
 22 est un enjeu démocratique, un enjeu de souveraineté pour répondre aux besoins hu-
 23 mains, un enjeu de revitalisation économique au service de tous les territoires. C'est
 24 le seul secteur à générer trois à quatre emplois dans les services et les autres secteurs
 25 de l'économie pour un emploi industriel créé. Le PCF propose un nouveau pacte na-
 26 tional pour une nouvelle industrialisation motrice de développement économique
 27 et social. Il s'agit de protéger l'appareil productif du court-termisme des marchés et
 28 de la rapacité des actionnaires. Dans l'immédiat, l'urgence est à un moratoire sur les
 29 licenciements et les fermetures de site. Planifier permettra d'engager le renouveau
 30 industriel dont le pays a besoin en transformant les modes de production pour décar-
 31 boner l'industrie sans casse sociale.

32 Le pays a besoin d'un État qui définit les filières stratégiques prioritaires pour un
 33 nouvel essor des forces productives appuyé par la révolution informationnelle, pour
 34 affronter la crise climatique, garantir la souveraineté nationale et la réponse aux be-
 35 soins publics.

36 La transition écologique suppose une adaptation au changement climatique et une
 37 transformation profonde de nombreuses industries, de l'énergie au bâtiment, en pas-
 38 sant par les matériaux. Les infrastructures portuaires et ferroviaires ont besoin d'in-
 39 vestissements massifs pour favoriser le fret maritime, fluvial et ferroviaire et faire
 40 reculer la part modale du routier.

41 La mise en œuvre d'une nouvelle stratégie industrielle suppose également une remise
 42 en cause des règles de fonctionnement et des traités de l'Union européenne. Les po-
 43 litiques de concurrence, les contraintes budgétaires et les règles encadrant les aides
 44 publiques entravent les stratégies industrielles publiques. Les communistes agissent
 45 pour permettre la planification écologique, le développement des services publics et le
 46 renouveau industriel. Contre le dumping économique et social à l'échelle de l'Union
 47 européenne, les communistes sont de toutes les luttes. Dès aujourd'hui, il faut inter-
 48 dire la concurrence déloyale : une production agricole ou industrielle interdite sur le
 49 territoire français ou européen doit être interdite à l'import.

50 La nouvelle industrialisation voulue par le PCF défend la relocalisation des produc-
 51 tions nécessaires, nourrie par les échanges et les coopérations en Europe et au-delà.

1 Le renouveau industriel implique un renouveau démocratique. Les nationalisations
 2 démocratiques impliquent de nouveaux critères de gestion débattus avec les travail-
 3 leuses et travailleurs concernés. Contre l'absolutisme de marché, les communistes
 4 veulent étendre la démocratie en ouvrant des droits nouveaux au monde du travail
 5 pour proposer, pour s'opposer, pour agir à l'entreprise. L'argent public versé aux en-
 6 treprises doit être conditionné et contrôlé dans des commissions réunissant travail-
 7 leuses et travailleurs, élus locaux et parlementaires. La maîtrise publique et démocratique
 8 du crédit, de l'investissement et de la création monétaire, l'extension du pôle
 9 public bancaire permettra de garantir l'accès à l'argent pour financer le renouveau
 10 industriel.

11 *2.3.2.2. Refonder le modèle agricole*

12 Pour produire une alimentation de qualité et garantir la souveraineté alimentaire, il
 13 est nécessaire d'engager une transformation agroécologique d'ampleur faisant face
 14 aux enjeux environnementaux et sanitaires. Elle doit être fondée sur la complémentarité
 15 entre espèces, variétés, habitats et les cycles naturels. Le PCF propose de favoriser
 16 l'auto-fourmiture des moyens de travail (semences, engrais, nourritures animales...)
 17 plutôt que les intrants extérieurs achetés sur le marché.

18 La révolution agroécologique est une bataille continue contre l'extorsion de la valeur
 19 créée par le travail des agriculteurs et agricultrices, qu'organise un puissant complexe
 20 agro-industriel financiarisé. L'absorption de l'agriculture dans le mode de production
 21 capitaliste crée une concentration agraire au détriment des exploitations familiales.
 22 Le salariat agricole se développe, il ne peut plus être invisibilisé, il doit obtenir de
 23 nouveaux droits. Le PCF doit travailler son intervention en sa direction.

24 Les communistes portent un Pacte d'avenir pour l'installation de 100 000 agriculteurs
 25 et agricultrices, pour sécuriser leurs revenus, développer de nouveaux services publics
 26 et de nouvelles coopérations internationales.

27 Ce nouveau modèle agricole va de pair avec la nouvelle réindustrialisation agro-ali-
 28 mentaire. Les communistes agissent pour la mise en œuvre d'une planification ali-
 29 mentaire territoriale fondée sur le développement de filières de proximité et la diver-
 30 sification alimentaire, intégrant la collecte, le stockage, l'abattage, la transformation
 31 et la distribution.

32 *2.3.2.3. Placer l'énergie au cœur d'une nouvelle stratégie industrielle et climatique*

33 Le secteur énergétique, stratégique pour le pays, est à extraire des logiques de concur-
 34 rence. Pour cette raison, le PCF propose notamment de ne pas appliquer les directives
 35 européennes et de sortir du marché de l'énergie. Il défend ainsi la constitution d'un
 36 pôle public de l'énergie constitué des grandes entreprises concernées (Edf, Engie, To-
 37 tal énergie) permettant de sécuriser les réalisations, la production, la distribution, les
 38 investissements, les dépenses humaines et les moyens pour la recherche garantissant
 39 au pays le contrôle et la souveraineté du secteur. Le pays a besoin d'un service public
 40 national de l'énergie, efficace et démocratisé. Dans la décision et la gestion, les sala-
 41 riés, les usagers comme les collectivités locales seront associés.

42 L'énergie est un bien de première nécessité au cœur du développement de l'huma-
 43 nité, mais sa production est la principale responsable d'un dérèglement climatique
 44 lourd de dangers. Le PCF défend l'objectif de s'affranchir à terme des combustibles
 45 fossiles afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050 en cohérence avec les enga-
 46 gements internationaux de la France, tout en répondant aux besoins individuels et
 47 industriels, en assurant l'indépendance énergétique du pays, en maîtrisant les coûts,
 48 en respectant l'environnement. Il est possible d'y parvenir par une production mas-
 49 sive d'électricité grâce à un mix décarboné alliant nucléaire et renouvelables comme
 50 le prévoit le « plan climat, Empreinte 2050 ».

1 Cela passera par un renouveau de l'industrie à la hauteur des besoins pour assurer
 2 d'une part le renouvellement du mix électrique avec un doublement de la production
 3 d'électricité d'ici 2050 mais aussi pour assurer la décarbonatation et l'électrification
 4 des usages dans le transport, l'agriculture et le logement ainsi que la décarbonation de
 5 secteurs clés de l'industrie comme la chimie et la production d'acier. L'énergie et les
 6 ressources naturelles comme l'eau sont des biens communs à extraire en priorité des
 7 marchés en les plaçant sous contrôle public.

8 2.3.3. Une société des biens communs, de l'émancipation 9 et du développement des capacités humaines

10 Le développement des services publics comme de l'appareil productif doivent être
 11 pensés comme deux dimensions d'une même stratégie de transformation sociale.
 12 Les services publics expriment les besoins collectifs de la société et orientent le
 13 développement.

14 Développer les transports publics implique de relancer une puissante industrie ferro-
 15 viaire, et les besoins industriels nécessitent des installations ferroviaires et portuaires.

16 Une politique ambitieuse de logement nécessite de mettre en place un grand plan
 17 logement en relançant massivement la construction et la rénovation thermique des
 18 logements, et de créer un véritable service public national du logement s'appuyant sur
 19 un pôle public financier et une maîtrise publique du foncier.

20 Une politique ambitieuse de santé publique appelle le développement d'une industrie
 21 pharmaceutique et biomédicale sous contrôle public.

22 Ainsi, loin de s'opposer, services publics et production industrielle se renforcent mu-
 23 tuellement. Les services publics structurent les besoins sociaux et orientent la pla-
 24 nification démocratique du développement productif. Le capitalisme fait de tout
 25 un marché. Pour les communistes, c'est l'Humain d'abord contre le capital. À la re-
 26 cherche du profit et de l'extension des parts de marché, les communistes agissent
 27 pour la promotion des biens communs et le développement des capacités humaines
 28 vers une nouvelle société d'émancipation sociale et écologique.

29 Le PCF souhaite mettre les biens communs sous contrôle public et augmenter la part
 30 des richesses dévolues à leur développement. Cela passe par les luttes et la recherche
 31 de coopérations à l'échelle européenne et internationale.

32 Conquêtes historiques, les services publics constituent de puissants leviers permet-
 33 tant de soustraire la satisfaction des besoins et des aspirations humaines à l'emprise
 34 du capital. Les communistes agissent localement et nationalement pour les préserver
 35 face aux attaques (austérité, marchandisation, fermetures et privatisations). La plani-
 36 fication démocratique du déploiement de services publics est une des conditions de
 37 leur efficacité. Les bénéficiaires des services publics comme celles et ceux qui les font
 38 vivre par leur travail doivent être impliqués au cœur d'institutions nouvelles locales
 39 ou nationales.

40 La bataille universaliste pour l'égalité territoriale et l'effectivité des droits est priori-
 41 taire pour l'unité du monde du travail. Construire des solidarités, avoir accès près de
 42 chez soi à un bouquet de services publics, c'est essentiel pour rassembler le peuple de
 43 France. Le PCF défend l'égalité entre territoires aujourd'hui fracturés et confrontés à
 44 la métropolisation.

45 La planification territoriale, le renforcement des moyens alloués aux collectivités lo-
 46 cales et le redéploiement des services de l'État sont nécessaires pour lutter contre
 47 l'isolement. Cela passe par la lutte pour l'accessibilité universelle aux services publics
 48 et au renforcement du statut de la fonction publique.

49 Le PCF propose de garantir tout au long de la vie, comme droits fondamentaux, les
 50 droits à la santé, à l'éducation et à la formation, à la sécurité, à un environnement sain,

1 à un logement confortable, à la mobilité, à l'émancipation par le sport et la culture.
 2 Les communistes défendent le rôle majeur du mouvement associatif et de l'éducation
 3 populaire pour agir, pour s'organiser librement en complémentarité avec les services
 4 publics.

5 Les communistes agissent pour le développement d'une Sécurité sociale du XXI^e
 6 siècle, répondant aux besoins humains, prenant en charge les soins à 100 %, y com-
 7 pris la perte d'autonomie, en lien avec le développement des services publics, reve-
 8 nant à une politique familiale universelle et garantissant une retraite de haut niveau,
 9 dès 60 ans à taux plein.

10 Les sauts technologiques numériques ouvrent de nouveaux possibles pour la promo-
 11 tion d'une société des communs émancipatrice avec une cyber-révolution informa-
 12 tionnelle libérant les capacités humaines. À rebours de l'entre-soi algorithmique or-
 13 ganisé par les monopoles capitalistes, les communistes sont opposés au capitalisme
 14 de plateforme dérégulé et aux logiques d'hypersurveillance. Ils veulent étendre la lo-
 15 gique des services publics aux cyberspaces et promouvoir un numérique de la liberté
 16 et du partage. Les potentialités numériques, celle de l'Intelligence artificielle en parti-
 17 culier, doivent être mises au service de l'amélioration des services rendus aux usagers,
 18 des conditions de travail et du vivre-ensemble.

19 Le monde de la recherche est traversé par des logiques contradictoires : entre mar-
 20 chandisation et émancipation, entre contrôle et liberté. Face à cette tension, le PCF
 21 défend une recherche française ambitieuse, libérée des financements précaires et des
 22 objectifs court-termistes. Il s'agit de garantir des moyens pérennes, de valoriser les
 23 statuts des chercheurs et des doctorants, et d'ouvrir ces métiers à toutes et tous, en
 24 supprimant les barrières sociales et en renforçant un enseignement supérieur public
 25 capable d'absorber la vague démographique des dix prochaines années.

26 De même, la création artistique et les institutions culturelles ne peuvent se soumettre
 27 à des pressions idéologiques ou financières croissantes. En période de crise systé-
 28 mique, il est vital d'élargir les horizons intellectuels par la diffusion des œuvres et
 29 de protéger la liberté de création, de programmation et de diffusion tout en garan-
 30 tissant aux artistes, autrices et auteurs une continuité de revenus quel que soit leur
 31 discipline.

32 Face à ces grands défis nationaux et mondiaux à relever, la conquête d'une école
 33 commune pour toutes et tous, sur l'ensemble du territoire, réellement gratuite, est
 34 une priorité. Pour avoir la jeunesse la mieux formée, le PCF veut élever le niveau de
 35 connaissance de toute la jeunesse. Pour cela il propose d'augmenter le temps scolaire,
 36 de reconquérir le temps d'enseignement confisqués depuis plus de quinze ans, pour
 37 l'enseignement d'une culture commune de haut niveau de renforcer le service public
 38 de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de développer la recherche
 39 publique et de transformer l'éducation. À l'heure de la généralisation des réseaux so-
 40 ciaux et des intelligences artificielles génératives, une politique d'éducation à l'image
 41 et au numérique est indispensable pour construire une société fondée sur l'esprit cri-
 42 tique et libérer la créativité. Il faut former des citoyens en capacité d'exercer leur libre
 43 arbitre dans un monde de plus en plus complexe.

44 Dans le monde entier, en France, la droite et l'extrême droite s'attaquent aux journa-
 45 listes, aux scientifiques, aux artistes. Ils et elles doivent se savoir sous la protection de
 46 la nation tout entière parce que la libre circulation des arts, des savoirs et des idées
 47 est une condition nécessaire à toute société démocratique consciente, pour l'émanci-
 48 pation personnelle comme pour faire société commune. Le PCF défend les finance-
 49 ments publics contre les monopoles privés qui cherchent à coloniser les imaginaires.

PARTIE III

Le parti en action

1
2
3 Force militante révolutionnaire, le PCF fait sa priorité de l'émancipation de cha-
4 cune et chacun, condition de l'émancipation de toutes et tous. Il met chaque adhé-
5 rente, chaque adhérent en capacité de contribuer au débat, à la décision, à l'action.
6 Il s'adresse largement à l'ensemble du peuple de France, et en particulier aux travail-
7 leurs, avec un projet clair, identifiable et compréhensible, de nature à mettre en échec
8 la droite et l'extrême droite, à faire grandir la conscience de classe dans le pays, à faire
9 reculer les puissances d'argent. Il déploie sa force militante dans l'action politique,
10 dans les luttes sociales, dans les batailles électorales d'un même mouvement.

11 3.1. Les batailles électorales de 2027

12 Les élections municipales de mars 2026 ont mis en lumière les tendances lourdes de
13 la situation française. L'abstention sans précédent pour un scrutin de ce type a mon-
14 tré qu'une large partie du peuple se sent abandonné et ne trouvait pas de réponses à
15 ses attentes de changements profonds. Dans le cadre d'un rapport de force électoral
16 globalement défavorable aux forces progressistes, les succès de l'extrême droite en
17 nombre de villes conquises et d'élus, ainsi que l'influence croissante qu'elle exerce dé-
18 sormais sur de très larges secteurs de la droite traditionnelle, ont confirmé la menace
19 qu'elle représente désormais pour la République.

20 La gauche a globalement résisté, ce qui atteste que rien n'est joué à l'avenir. Mais
21 sa crise de perspectives s'est également confirmée. Les logiques sociales-libérales
22 s'exprimant de nouveau avec force en son sein, ont conduit à de nouveaux reculs
23 significatifs du Parti socialiste. De même, les échecs enregistrés par Les Écologistes
24 dans des villes qu'ils avaient conquises en 2020 ont marqué que ce courant ne par-
25 vient pas à répondre aux préoccupations environnementales dès lors qu'il se dérobe
26 à la mise en cause d'un capitalisme menaçant l'avenir de l'humanité. Quant à La
27 France insoumise, si elle a remporté une dizaine de municipalités importantes en
28 captant le désir de radicalité d'une fraction de la jeunesse et des quartiers popu-
29 laires, elle a également démontré que sa politique et ses pratiques hypothéquaient le
30 rassemblement de majorités populaires au service de politiques progressistes : non
31 seulement les fusions réalisées avec elle dans l'entre-deux tours n'auront générale-
32 ment pas permis d'initier des dynamiques de victoire, mais ses listes seront parfois
33 allées jusqu'à faire chuter délibérément des municipalités sortantes de gauche dont
34 certaines à direction communiste, comme à Vénissieux.

35 Le PCF, qui avait fortement contribué à la formation de listes de large rassemble-
36 ment dans tout le pays, a conservé et remporté plusieurs centaines de villes à l'occa-
37 sion des premier et second tour, à commencer par la conquête de Nîmes. En dépit
38 des échecs enregistrés dans un contexte globalement difficile pour la gauche, cela
39 démontre l'atout que représentent les élus communistes pour le monde du travail
40 comme pour la gauche, et l'espace qu'il revient au parti d'occuper en portant son
41 projet propre et en le mettant à disposition des rassemblements sociaux et poli-
42 tiques répondant véritablement aux attentes populaires.

43 À la suite de ces municipales, les élections présidentielle et législatives de 2027 s'an-
44 noncent comme un rendez-vous politique déterminant pour l'avenir du pays. Le pire
45 comme le meilleur sont possibles. Et les communistes souhaitent le meilleur pour le
46 pays et pour la République.

1 La France est fracturée et elle subit un déclassement important à tous les niveaux. Le
2 monde du travail n'a jamais été autant divisé. Des territoires entiers sont abandon-
3 nés. Et la militarisation de l'économie imposée par le gouvernement provoque des
4 souffrances supplémentaires dans tout le pays. C'est aussi le ressort d'un vote d'ex-
5 trême droite de plus en plus important. Il n'y a pas de fatalité à cette situation. Bâtir
6 une France heureuse et indépendante en mettant au cœur du projet communiste, le
7 travail, la paix, la République démocratique, sociale et laïque, c'est possible. Les com-
8 munistes veulent consacrer toute leur énergie à permettre une tout autre issue : de
9 nouveaux jours heureux pour la France.

10 Le PCF, ses députés, ses sénateurs, ses milliers d'élus locaux sont en responsabilité
11 partout dans le pays. Ils représentent une force importante avec un projet politique
12 global qui revendique toujours son aptitude, son ambition et sa légitimité à gouverner
13 pour la France, pour le peuple.

14 C'est pourquoi le PCF est légitime et crédible pour proposer aux Françaises et aux
15 Français un pacte pour le redressement social, écologique et démocratique de la
16 France. Un pacte qui replace au centre du débat public le travail et l'emploi, la justice
17 sociale et l'égalité réelle, la souveraineté populaire et la refondation de la République,
18 l'édification d'un nouvel ordre du monde fondé sur la paix et la coopération entre
19 les peuples. Il s'agit de réparer la France et de faire reculer toutes les fractures, entre
20 les citoyens, entre les territoires. L'essentiel est aujourd'hui d'ouvrir de nouveaux es-
21 poirs, de manière claire, utile, crédible et audible pour toutes celles et tous ceux qui
22 cherchent des réponses, sans pour le moment les trouver.

23 Les grandes avancées dont a besoin le peuple se feront sur la base d'une conscience de
24 classe retrouvée, dans les luttes, avec les communistes, leur projet révolutionnaire et
25 leurs capacités d'organisation. Ce qui suppose que le PCF soit présent dans toutes les
26 batailles sociales et dans toutes les batailles électorales.

27 Les communistes entendent, dès lors, engager toutes leurs forces au service du ras-
28 semblement majoritaire du peuple de France, autour d'une politique de classe seule
29 à même de reconquérir le monde du travail. Plus que jamais, ils considèrent qu'il n'y
30 aura pas de victoire possible et durable sans que la gauche retrouve un enracinement
31 parmi celles et ceux qui subissent au quotidien exploitation et aliénation sociales,
32 sans que se reconstruise la conscience de classe, sans que le grand nombre retrouve
33 confiance en la force qu'il représente et sans que la puissance de sa mobilisation
34 vienne renverser le rapport des forces.

35 Le PCF veut incarner cet espoir, avec sincérité, avec honnêteté, avec un projet construit
36 avec les citoyens, avec le monde du travail, avec la jeunesse. Il veut le faire avec le
37 peuple et pour le peuple. Il entend offrir une perspective politique dans le respect du
38 dialogue républicain, sans outrance, sans brutaliser le débat, sans invective. Seule une
39 très large union du peuple de France avec une nouvelle dynamique de rassemblement
40 peut lever l'hypothèque de l'extrême droite sur l'avenir.

41 Dans ce cadre, comme cela a été fait lors de l'échéance de 2022 et fort de cette expé-
42 rience, le 40^e congrès propose aux communistes de prendre toute leur place lors de la
43 prochaine élection présidentielle et de mettre en débat, dès le lendemain du congrès,
44 ses propositions avec les citoyennes et les citoyens, avec le monde du travail, de la
45 culture et de la création, avec les forces de gauche et écologistes, avec les militants
46 syndicaux et associatifs. Les communistes sont donc en campagne dès aujourd'hui.

47 Dans le prolongement des choix faits au 38^e et 39^e congrès, à la suite des décisions
48 de la conférence nationale, et devant les défis qu'il s'agit de relever pour la France
49 comme pour la gauche, les communistes considèrent avoir toute légitimité pour por-
50 ter une candidature de rassemblement issue de leur rang, pour l'élection présiden-
51 tielle comme pour l'ensemble des scrutins locaux et nationaux du pays.

52 À la suite de l'élection présidentielle, les élections législatives représenteront elles
53 aussi un enjeu politique déterminant. Quel que soit celui ou celle qui emportera le

1 scrutin présidentiel, c'est la configuration de l'Assemblée nationale qui déterminera
 2 en dernière analyse la majorité politique du pays.
 3 Comme en ont attesté les élections législatives de 2024 et les élections municipales
 4 de 2026, c'est également à l'échelle de chaque territoire et de chaque circonscription
 5 qu'il sera possible de faire barrage à l'extrême droite et aux forces de droite sous son
 6 influence.

7 Le PCF s'emploiera, par conséquent, à construire les rassemblements les plus larges,
 8 afin de faire élire le plus grand nombre possible de députés de gauche, et parmi eux
 9 de députés communistes engagés aux côtés du monde du travail et des catégories
 10 populaires. Ces rassemblements devront défendre les droits et exigences du monde
 11 du travail, défendre le développement des services publics, porter une politique de
 12 reconquête industrielle, exiger la démocratie dans le cadre d'une République débar-
 13 rassée du présidentielisme.

14 Sans attendre l'issue de la présidentielle, le PCF engagera les discussions nécessaires
 15 avec le reste de la gauche afin de déterminer, dans toutes les circonscriptions me-
 16 nacées d'un succès de l'extrême droite ou de ses alliés, les candidatures disposant
 17 de la meilleure implantation et de la meilleure représentativité pour l'emporter. Ces
 18 campagnes ne pourront exister qu'avec la mobilisation des militants et militantes. Le
 19 PCF s'appuiera sur ces expériences et ces expertises militantes pour développer ses
 20 structures et s'attachera à les renforcer entre chaque élection.

21 Ancrés dans l'histoire politique et sociale du pays et tournés vers l'avenir, les commu-
 22 nistes revendiquent fièrement leur objectif collectif : conquérir le pouvoir pour recons-
 23 truire la France et la République, pour sortir du capitalisme et s'engager vers une so-
 24 ciété démocratique mettant l'être humain et la planète au cœur de ses priorités, vers le
 25 communisme.

26 Quelles que soient les difficultés du moment, c'est ce nouveau chemin qui doit s'ou-
 27 vrir, grâce à l'engagement de toutes celles et tous ceux qui partagent la même volonté.

28 **3.2. Du 39^e au 40^e congrès, l'organisation des communistes**

29 Le dernier congrès, convaincu de la nécessité de se renforcer et de se structurer, s'était
 30 conclu sur des objectifs ambitieux en matière d'organisation, plusieurs enjeux ma-
 31 jeurs étaient ciblés du renforcement en nombre d'adhérents jusqu'à la création de
 32 cellules en passant par la nécessité de renforcer la structuration du PCF dans les lieux
 33 de travail et les quartiers populaires ou encore en favorisant l'adhésion de femmes et
 34 le travail avec le MJCF.

35 Dès lors que les communistes font de leurs campagnes un outil au service du ren-
 36 forcement de leur organisation en allant à la rencontre du monde du travail, de la
 37 jeunesse et des quartiers populaires, cela se traduit par des adhésions. C'est un point
 38 d'appui majeur pour l'avenir, qui encourage à poursuivre des campagnes structu-
 39 rantes comme celle lancée autour de la défense de l'industrie et des services publics.
 40 Dans plusieurs endroits, cela a permis de constituer des cellules ou des embryons de
 41 groupes militants qui se retrouvent régulièrement et pourront, demain, former des
 42 cellules actives du parti en particulier dans les entreprises et les quartiers populaires.

43 La structuration du PCF demeure un enjeu majeur des années à venir, si dans certaines
 44 sections l'objectif d'une structuration en cellule pour être au plus près de la vie des ad-
 45 hérents est une réalité qui fait ses preuves y compris en termes de renforcement. Cela
 46 démontre le besoin de poursuivre ce travail de renforcement en direction des lieux de
 47 travail et de la jeunesse pour impulser une nouvelle dynamique dans ces fédérations.
 48 Cela passe par un travail fin sur les fichiers d'adhérents, par une politique de cadres qui
 49 permettent d'accompagner ces structures, par une politique de formation renforcée.

50 Le secteur formation a développé ses actions notamment auprès des cadres dans
 51 les stages cadres régionaux. Il est nécessaire d'analyser les résultats de ces stages. De

1 même, le PCF s'est fixé l'objectif d'atteindre la parité parmi ses premiers respon-
 2 sables de sections et de fédérations. Ce n'est pas encore le cas. En revanche, l'or-
 3 ganisation d'une assemblée des femmes annuelles a démontré que les militantes
 4 voulaient poursuivre et accélérer ce processus de féminisation du parti. Il faut main-
 5 tenant passer à la concrétisation de cet engagement par la prise de responsabilités.

6 La campagne d'adhésions lancée au dernier congrès donne lieu à des résultats très
 7 inégaux. Si l'objectif national n'est pas atteint, un certain nombre de fédérations
 8 ont rempli et dépassé leur objectif départemental. Cela implique de réfléchir aux
 9 gestes d'organisation selon les territoires. Il importe de poursuivre le travail de lien
 10 régulier avec les fédérations comme cela a été fait avec la mise en place de suivi
 11 départementaux et la mise en place de "La Vie en Rouge" qui a donné à tous les
 12 cadres de l'organisation des informations régulières sur le matériel disponible, le
 13 calendrier, les objectifs du parti.

14 Les 38^e et 39^e congrès ont fixé des objectifs ambitieux pour l'organisation du parti
 15 pour enrayer le processus d'effacement. Si des avancées importantes ont eu lieu, il
 16 faut transformer l'essai dans les années à venir.

17 **3.3. Les communistes au cœur de la société**

18 L'organisation et l'activité du parti doivent être pensées à partir de l'ambition de
 19 transformation révolutionnaire de la société que portent les communistes. Cette
 20 transformation se construit dans les luttes, dans l'intervention du monde du travail
 21 et dans la construction de rapports de force, tant dans la société que dans les ins-
 22 titutions, permettant d'arracher des conquêtes sociales. Ces luttes constituent en
 23 elles-mêmes des objectifs de structuration du parti, en permettant de renforcer son
 24 implantation, de développer l'engagement militant et de faire grandir le nombre de
 25 communistes.

26 Les statuts du PCF ont été refondés lors de son 39^e congrès. Le rôle des directions,
 27 l'impulsion de l'activité et l'articulation entre chacune d'elles ont été réaffirmés et
 28 constituent des outils pour les communistes afin de structurer le parti en direction
 29 des entreprises et des lieux de vie. Ce texte d'orientation ne revient pas sur le fonc-
 30 tionnement du parti, mais fixe des objectifs et des moyens pour répondre aux am-
 31 bitions du PCF. Plusieurs conseils nationaux doivent être consacrés à ces questions
 32 d'organisation afin d'établir des bilans réguliers (des campagnes et des collectifs de
 33 travail) et de réfléchir aux perspectives, notamment un d'ici la fin d'année 2026.

34 Cette dynamique organisationnelle, ancrée dans les territoires et les luttes quoti-
 35 diennes, s'attache à garantir une place centrale aux militantes et à l'égalité réelle
 36 entre les femmes et les hommes, tant dans la représentation que dans l'action.

37 **3.3.1. Irriguer le territoire des idées communistes grâce aux cellules**

38 Les cellules existantes, comme celles qu'il reste à créer, doivent constituer un point
 39 d'appui central des combats communistes au sein des bassins de vie et d'emplois.
 40 Elles permettent de mailler l'ensemble du territoire à partir des réalités locales, di-
 41 verses et spécifiques, tout en portant les enjeux des luttes nationales. La cellule de
 42 quartier, de lieu de travail ou de lieu de vie demeure l'échelon essentiel de l'orga-
 43 nisation communiste : celle qui permet une vie politique régulière, une activité de
 44 terrain ancrée dans les aspirations populaires, ainsi que l'exercice de responsabilités
 45 militantes partagées.

46 D'ici au prochain congrès, chaque section doit identifier au minimum un lieu
 47 d'activité militante pour s'y rendre de manière récurrente. Cette démarche doit
 48 permettre de faire émerger partout des embryons de cellules, de renforcer l'im-
 49 plantation communiste dans les territoires et de réactiver des dynamiques mili-
 50 tantes dans l'ensemble des sections.

1 Dans chaque démarche d'implantation, de création ou de réactivation de cellule et
 2 de renforcement des sections, une attention particulière est portée à l'identifica-
 3 tion de nouvelles responsables femmes. Ces militantes sont encouragées à s'engager
 4 dans les parcours de formation proposés, afin de favoriser leur prise de responsabi-
 5 lité. Dans cette perspective, les cellules, sections et fédérations sont également invi-
 6 tées à adapter leurs modalités de fonctionnement aux disponibilités et contraintes
 7 des militantes, afin de permettre un engagement durable. Cette démarche doit
 8 permettre une féminisation effective des instances de direction, à l'échelon locale,
 9 fédérale et nationale.

10 **3.3.2. Construire deux campagnes structurantes et lisibles**

11 Afin de planifier l'activité militante, d'allier objectifs politiques et organisationnels
 12 et d'avoir une cohérence dans les actions militantes, le PCF déploie deux campagnes
 13 nationales structurantes :

14 ✕ Campagne pour une nouvelle industrialisation et de nouveaux service public

15 ✕ Campagne pour la paix et l'autodétermination des peuples

16 Ces campagnes seront directement animées par la direction nationale et leur man-
 17 dat sera régulièrement renouvelé lors des réunions du conseil national. L'objectif
 18 est de donner aux cellules et aux sections les outils nécessaires afin de passer des
 19 caps de structuration. Celles-ci offrent un cadre politique pour la diffusion des idées
 20 communistes, pour le déploiement de l'activité quotidienne des militantes et mili-
 21 tants, et pour leur formation, permettant aux fédérations de :

22 ✕ concentrer leurs forces dans les lieux qui rassemblent un nombre important de
 23 travailleuses et travailleurs et où les antagonismes de classe sont particulièrement
 24 forts ;

25 ✕ construire une présence quotidienne et durable au cœur des réalités sociales et
 26 politiques ;

27 ✕ créer un maillage territorial permettant d'être plus efficaces, mieux structurés, et
 28 d'engager le travail de massification du PCF ;

29 ✕ déployer un ensemble de gestes militants quotidiens et ambitieux adossés à une
 30 politique de formation adaptée aux besoins.

31 En partant d'un mot d'ordre accessible et fédérateur, qui remet en cause les logiques
 32 capitalistes et impérialistes, ces campagnes relient le projet communiste de trans-
 33 formation révolutionnaire de la société aux réalités vécues par les travailleurs et les
 34 travailleuses. Ce mot d'ordre peut être décliné en revendications locales, en fonc-
 35 tion des lieux dans lesquels les sections et cellules souhaitent s'implanter : entre-
 36 prises, services publics, lieux de vie et de sociabilité.

37 Face à la prégnance des discours populistes, elles inscrivent l'action des communistes
 38 dans la durée, au-delà de leur seule participation aux échéances électorales et de la
 39 simple réaction à l'actualité. Elles doivent offrir une réponse politique au sentiment
 40 de déclassement qui traverse la société, avec des objectifs organisationnels clairs :
 41 massifier le PCF, créer des cellules et reconstruire un maillage militant au plus près
 42 des réalités sociales.

43 Pour être efficaces, ces campagnes doivent s'appuyer sur des contributions poli-
 44 tiques, des calendriers et des plans d'action à tous les échelons. Elles doivent éga-
 45 lement être systématiquement structurées et organisées par une "coordination de
 46 campagne" au plan national et par des référents au plan fédéral. Le conseil national
 47 du PCF dotera ainsi les fédérations d'outils permettant de planifier l'activité dans la
 48 durée et d'en garantir la continuité. À l'initiative des militants et en considérant les
 49 réalités locales, elles pourront être déclinées, approfondies et adaptées.

1 Pour une nouvelle industrialisation et de nouveaux service public

2 Le PCF mène une campagne pour une nouvelle industrialisation et de meilleurs
3 services publics en lien avec le plan climat : pour défendre l'emploi, reconstruire
4 les forces productives du pays, garantir les droits sociaux et ouvrir une perspective
5 de transformation économique et écologique. Cette campagne doit être déclinée
6 localement. Ce sont les batailles locales qui créent son ancrage territorial dans cha-
7 cune des cellules, sections et fédérations du PCF. Chacune des initiatives prises
8 par les fédérations participent à sa dynamique et peuvent être valorisées à tous les
9 échelons. La visibilité des luttes des femmes, en particulier dans les secteurs
10 singulièrement féminisés, doit y être centrale et doit tenir compte des réalités des
11 métiers et des postes qu'elles occupent, ainsi que de leur place dans la lutte pour leur
12 émancipation.

13 Pour la paix et l'autodétermination des peuples

14 Le PCF mène campagne pour construire la solidarité internationale, pour porter
15 l'exigence d'une France s'engageant dans une politique de paix et de respect du
16 droit international, et pour soutenir l'autodétermination des peuples.

17 Cette campagne se décline en plusieurs axes :

18 ✘Le PCF poursuit le travail de construction d'un mouvement large et rassembleur
19 de solidarité avec le peuple palestinien, et pour la mise en place d'un État de Pa-
20 lestine pleinement souverain aux côtés de l'État d'Israël, sur la base des frontières
21 de 1967. Des victoires restent à conquérir, que ce soit la concrétisation de la recon-
22 naissance de l'État de Palestine par la France et la libération des prisonniers po-
23 litiques palestiniens, dont celle de Marwan Barghouti. Pour cela, le PCF renforce
24 la construction de l'Alliance internationale pour les droits du peuple palestinien,
25 construite avec l'OLP, et annoncée le 4 juin 2025. Il faut suspendre l'accord d'as-
26 sociation entre l'Union européenne et Israël.

27 ✘Le PCF renforce la solidarité avec Cuba face au blocus criminel imposé par les
28 États-Unis et travaille à rendre plus visible le travail de solidarité concrète engagé
29 depuis le dernier congrès.

30 ✘Le PCF travaille à lancer, en coordination avec ses partenaires européens et inter-
31 nationaux, un appel mondial pour la paix, le droit international et la démocratie,
32 pour une nouvelle conférence de San Francisco remettant l'ONU au centre des
33 relations internationales.

34 ✘Le PCF poursuit et renforce sa politique de reconstruction des relations de dia-
35 logue avec les partis communistes et progressistes à l'échelle internationale : à tra-
36 vers les relations bilatérales, les cadres inter-partisans européens (comme le PGE)
37 et internationaux (comme la conférence des partis communistes et ouvriers) en
38 prolongement de la conférence internationale pour la paix de mai 2024 et de la
39 conférence des partis communistes européens de mai 2025.

40 ✘Le PCF se donne pour objectif de reconquérir sa représentation au Parlement eu-
41 ropéen en 2029.

42 3.3.3. Repenser le rôle des directions

43 Au-delà des statuts du PCF définissant le rôle de ses directions, ce congrès doit être
44 l'occasion pour chacune des directions de repenser son activité, son fonctionne-
45 ment et son organisation.

46 Les instances de direction ont en charge d'orienter, de prendre les décisions concer-
47 nant l'activité du parti et d'organiser le nécessaire débat entre les communistes,
48 dans le respect des orientations nationales fixées par le congrès, le conseil national

1 et le comité exécutif national. Elles garantissent l'accès à l'information, le lien entre
 2 toutes et tous et la coordination des différentes organisations locales ou nationales.
 3 Le rôle des communistes n'est pas de valider des décisions préalablement prises par
 4 telle ou telle direction, mais de participer au débat collectif qui fonde les décisions
 5 majoritaires. Le respect de la diversité des points de vue permet l'enrichissement
 6 de la réflexion, du débat et de la construction de la position majoritaire. Une fois le
 7 débat tranché, l'ensemble des communistes respectent la décision collective.

8 Désormais constituées dans la parité, les instances de direction doivent être repré-
 9 sentatives de la diversité des adhérentes et adhérents, tant sociale que profession-
 10 nelle ou territoriale, mais aussi des engagements militants, syndicaux ou associatifs.

11 Les directions de cellule ou de section ont en charge d'animer la vie de leur struc-
 12 ture, afin de développer l'intervention et les initiatives des communistes, en lien
 13 avec les enjeux nationaux et locaux, et de favoriser l'intervention des citoyennes et
 14 des citoyens dans les débats, les luttes et les processus de décision.

15 Les directions fédérales accompagnent les sections dans l'activité militante comme
 16 dans la déclinaison et l'animation des campagnes nationales. Un suivi des sections
 17 doit être mis en place par les fédérations afin de veiller au lien politique et organisa-
 18 tionnel. En complément des campagnes nationales et en cohérence avec les orien-
 19 tations du parti, les directions fédérales peuvent aussi impulser des campagnes fé-
 20 dérales si elles le jugent nécessaire.

21 Le conseil national constitue la direction du parti. C'est un lieu de décision, d'élabo-
 22 ration, de coordination et d'impulsion politique. Il contribue à mettre en œuvre les
 23 orientations en lien avec les fédérations, les sections, les cellules et les réalités de la
 24 société et des luttes. Il doit être un lieu de travail collectif permettant l'élaboration,
 25 le suivi et la mise en œuvre des décisions, mais aussi leur mise en débat à partir des
 26 expériences militantes et des interventions des communistes. Cela suppose un va-
 27 et-vient permanent entre les réalités militantes de terrain et l'analyse politique na-
 28 tionale. Les commissions tirent leur mandat et leur légitimité du conseil national ;
 29 à ce titre, elles ont la responsabilité de lui rendre compte régulièrement de l'avancée
 30 de leurs travaux et de contribuer à l'élaboration collective des orientations dans le
 31 respect des décisions de congrès.

32 L'expérience du dernier mandat invite à renforcer l'implication effective de chacun
 33 des membres du conseil national, afin d'en faire un véritable lieu de réflexion stra-
 34 tégique, d'impulsion politique et de lien entre les différents échelons. La réduction
 35 du nombre de membre du CN peut être envisagée afin de gagner en efficacité. Le
 36 conseil national contribue à mettre à disposition des fédérations les outils néces-
 37 saires à leur activité, mais aussi à nourrir le débat politique, à favoriser les initiatives
 38 et à soutenir l'intervention des communistes dans les luttes et dans la société.

39 **3.3.4. Valoriser le lien aux élus**

40 À l'issue de ces élections municipales, le PCF reste la troisième force politique en
 41 nombre d'élus. Cette position démontre l'ancrage local et territorial du Parti com-
 42 muniste. Chaque élu constitue un point d'appui pour lui permettre de rayonner, de
 43 s'ancrer dans les luttes, d'en être le porte-voix et de mener des actions concrètes au
 44 service des populations.

45 Les élus communistes et républicains travaillent, dans la diversité de leurs territoires
 46 et de leurs champs de compétences, à l'expérimentation de politiques concrètes en
 47 faveur d'une égalité réelle, de plus de justice sociale et d'une écologie populaire.
 48 Leur apport singulier constitue un point d'appui pour les populations, tout autant
 49 que pour les communistes.

50 Afin d'accroître son influence et de permettre d'amplifier l'action concrète et utile
 51 de ses élus, le PCF œuvre, à chaque élection, au renforcement du nombre d'élus

1 locaux. Les directions doivent également travailler à renforcer les liens réguliers
2 entre les élus communistes et apparentés et les adhérents, à coordonner des ba-
3 tailles communes dans le pays et dans les assemblées élues, ainsi que les liens entre
4 les luttes menées par les élus et les campagnes du parti.

5 **3.3.5. Consolider le lien stratégique avec la jeunesse et le MJCF**

6 Les jeunes générations sont de plus en plus confrontées aux effets du capitalisme.
7 Si les mécanismes d'exploitation qui les frappent relèvent des mêmes logiques que
8 pour l'ensemble du monde du travail, ils prennent des formes spécifiques : stages mal
9 ou non rémunérés, services civiques, contrats d'apprentissage et contrats courts. La
10 sélection sociale instaurée par des dispositifs tels que Parcoursup et MonMaster, et
11 la casse de l'enseignement supérieur et de la recherche participent également à la
12 reproduction de ces inégalités. Comme toutes les générations, la jeunesse est traver-
13 sée par de profonds antagonismes de classe : les conditions d'accès à la formation, à
14 l'emploi et à l'autonomie sont fortement déterminées par l'origine sociale, le niveau
15 de diplôme ou encore le territoire.

16 Dès lors, la faiblesse de l'engagement au sein des organisations politiques chez les
17 jeunes constitue un défi majeur. Alors même qu'ils subissent plus durement l'ex-
18 ploitation, beaucoup demeurent éloignés des organisations politiques. Si une partie
19 de la jeunesse est prête à s'engager ponctuellement pour des combats antiracistes,
20 féministes, ou pour le climat, il existe une partie grandissante des jeunes séduits par
21 les idées de l'extrême droite. Dans ce contexte, le Mouvement jeunes communistes
22 de France (MJCF) et sa branche étudiante, l'Union des étudiants communistes
23 (UEC) ont pour objectif d'organiser les jeunes en partant de leurs réalités quoti-
24 diennes et de leurs aspirations au changement afin de faire le lien avec les enjeux du
25 combat de classe et de les ancrer dans les lieux de vie, d'étude et de travail.

26 L'indépendance de l'organisation de jeunesse constitue à ce titre un choix straté-
27 gique pour les communistes. Elle permet de développer des formes d'organisation,
28 une campagne et des mots d'ordre adaptés aux réalités des jeunes afin de les gagner
29 aux idées du communisme. Cette indépendance s'inscrit dans un lien politique
30 étroit avec le PCF, qui travaille en complémentarité avec le MJCF et l'UEC à tous les
31 échelons, et œuvre à renforcer leur structuration afin de développer la conscience
32 de classe dans la jeunesse et de préparer les combats pour la transformation de la
33 société.

34 **3.3.6. Renforcer la formation politique et idéologique des militants**

35 Face à la montée de l'extrême droite, au matraquage idéologique et à la violence des
36 affrontements politiques, le PCF doit plus que jamais former des cadres capables de
37 s'appropriier l'histoire du parti, les orientations stratégiques et les théories marxistes
38 pour les mettre au service de l'action militante quotidienne. Il s'agit de former des
39 animateurs politiques, rompus à l'impulsion collective, à la bataille financière et à
40 la transmission des gestes militants, afin de renforcer chaque structure locale et na-
41 tionale. Cette exigence est d'autant plus cruciale que le PCF a toujours été un espace
42 d'émancipation collective, un intellectuel collectif, offrant une formation politique
43 à celles et ceux qui doivent affronter l'idéologie dominante. La situation politique
44 nationale et internationale impose donc de faire de la formation des cadres une
45 priorité absolue, pour faire émerger, d'ici le prochain congrès, une nouvelle géné-
46 ration de communistes armés pour les combats de demain. Pour ce faire, le conseil
47 national organisera plusieurs débats en son sein afin de répondre à cet objectif.

48 Un nombre croissant d'adhérentes et d'adhérents bénéficie de stages de forma-
49 tion, tant au niveau des sections qu'à l'échelon national. Le réseau de formateurs
50 et formatrices s'est considérablement élargi. Il devra encore être renforcé afin de

1 répondre à l'objectif d'organiser des stages de formation dans l'ensemble des fédé-
 2 rations. Parallèlement au développement des formations locales, le PCF poursuivra
 3 la structuration de parcours de formation visant à accompagner au mieux chaque
 4 adhérent et futur cadre dans l'exercice de ses responsabilités. Ces parcours per-
 5 mettront de mettre à disposition différents modules de formation tout au long de
 6 l'engagement militant. À ces parcours seront adossées des formations spécifiques
 7 destinées aux directions. Les stages cadres nationaux se poursuivront. Les stagiaires
 8 seront choisis conjointement par les fédérations et la "Vie du Parti" afin d'harmoniser
 9 les profils présents à ces stages et de proposer des contenus en adéquation avec
 10 les besoins identifiés.

11 L'ambition de conquête des pouvoirs et les objectifs politiques fixés rendent indis-
 12 pensable la mise en œuvre d'une politique des cadres et d'une politique de forma-
 13 tion volontaristes. La structuration d'un véritable "secteur cadres" doit être mise en
 14 œuvre au plus vite afin de réaliser les objectifs fixés par les statuts : "être à l'image
 15 de la composition de la société et du monde du travail à tous les niveaux de res-
 16 ponsabilités et œuvrer à la promotion de responsables issus du monde du travail
 17 et de la création, du monde syndical et associatif, dans toute leur diversité, au ra-
 18 jeunissement et à la féminisation du parti". La politique des cadres correspond
 19 aux efforts conduits par les directions fédérales et nationales pour accompagner
 20 les dirigeantes et dirigeants communistes dans l'exercice de leurs responsabilités,
 21 anticiper et impulser les renouvellements de direction, accompagner les militantes
 22 et militants appelés à exercer des responsabilités et répondre aux besoins du parti.
 23 L'accompagnement des élus communistes est assuré par la Coopérative des Élu-e-s
 24 Communistes, Républicain-e-s et Citoyen-ne-s. Le choix des candidates et candidats
 25 relève des élus, des fédérations, des sections, et du "secteur élections", avec l'appui
 26 de la "Vie du parti".

27 3.3.7. Amplifier la bataille financière à tous les niveaux

28 Le renforcement du PCF suppose de mettre pleinement ses moyens au niveau de
 29 ses ambitions politiques. Il s'agit de conforter l'action de tous les niveaux d'organi-
 30 sation du parti (des cellules et sections, aux fédérations jusqu'au Conseil national),
 31 de porter les campagnes nationales et locales, de développer nos capacités d'analyse
 32 et de propositions, de participer de façon autonome à toutes les batailles électorales.
 33 La question des moyens doit constituer une responsabilité collective des instances
 34 comme des adhérentes et adhérents. Les solidarités financières sont essentielles à
 35 la vie du parti sur tout le territoire.

36 Cette ambition de renforcement des moyens du PCF repose sur la singularité de
 37 son financement : populaire et militant. La cotisation - premier devoir de tout ad-
 38 hérant, fixée statutairement à un minimum de 1 % du revenu - les souscriptions,
 39 le reversement des indemnités des élus en constituent le socle et l'originalité. Leur
 40 développement suppose que les directions, à tous les niveaux, s'en saisissent. La
 41 bataille de la cotisation, de son versement régulier et au bon niveau, est une des
 42 priorités de l'ensemble des directions. Le reversement systématique des indemnités
 43 des élus, aux divers niveaux de l'organisation selon les principes fixés par les statuts,
 44 doit traduire l'une des singularités du parti : refuser tout enrichissement comme
 45 tout appauvrissement des candidats désignés par les adhérents puis élus par les po-
 46 pulations, afin d'assumer pleinement l'engagement que représente la fonction d'élus
 47 communiste ou apparenté.

48 Dans un contexte politique marqué par la progression de l'extrême droite, protéger
 49 et consolider les moyens patrimoniaux, humains et financiers du parti est égale-
 50 ment essentiel. Cela suppose de s'adapter aux évolutions de la législation sur le fi-
 51 nancement de la vie politique, avec rigueur et créativité. Cela nécessite également
 52 de faire évoluer les pratiques concernant le patrimoine pour qu'il n'ampute pas les

1 moyens politiques du parti. L'usage des moyens doit ainsi répondre à une priorité :
 2 permettre au PCF d'intervenir massivement dans la bataille idéologique et dans les
 3 luttes, favoriser le militantisme efficace de tous les communistes.

4 **3.3.8. Faire de la communication un levier stratégique**

5 Depuis le 38^e congrès, le PCF a renouvelé sa charte graphique et développé de nou-
 6 velles pratiques de communication. La participation aux échéances électorales na-
 7 tionales a contribué à renforcer la visibilité des propositions et des candidatures
 8 communistes. La communication nationale s'est donc considérablement amélio-
 9 rée. La prochaine étape doit permettre la déclinaison locale de ces avancées. D'ici
 10 au prochain congrès, un travail d'harmonisation et de cohérence devra être mené
 11 afin de mieux articuler les campagnes nationales avec les initiatives locales et de
 12 valoriser davantage l'action des élus et des cadres du parti. Il faudra également
 13 atteindre une plus grande accessibilité de l'ensemble des contenus militants (site
 14 Internet, réseaux sociaux, initiatives, tracts...) aux personnes handicapées. La visi-
 15 bilité des directions et de leurs porte-parole, doit également être renforcée dans le
 16 respect de la parité et de la représentation des personnes handicapées. L'émergence
 17 de dirigeantes et dirigeants identifiés dans les grandes régions permettra de mieux
 18 diffuser les idées communistes au plus près des réalités territoriales, de renforcer
 19 la réactivité dans les combats locaux, et de mieux organiser les interventions pu-
 20 bliques du parti.

21 Une telle ambition implique enfin une transformation en profondeur de l'organi-
 22 sation : professionnaliser la communication, développer le numérique, former les
 23 militants, structurer des compétences. Autrement dit, faire de la communication
 24 non plus un simple outil, mais un levier stratégique à part entière.

25 Le congrès donne mandat au conseil national pour réfléchir aux nouvelles formes
 26 et techniques de communication et à la manière dont le PCF peut se les approprier
 27 dans toutes ses campagnes et à tous les échelons.

28 **3.3.9. Développer nos médias et nos revues**

29 *L'Humanité* est un bien commun. Entre les communistes, leur journal et leur Fête
 30 s'est construit un lien particulier, fait d'attachement profond, de soutien financier
 31 et d'attentes fortes. *L'Humanité* et l'ensemble de ses supports doivent être des ou-
 32 tils pour aller à la rencontre de la population lors des diffusions militantes. Cela
 33 suppose un renforcement du dialogue entre communistes, équipe de rédaction et
 34 direction du journal.

35 Les très nombreux titres départementaux et régionaux fondés par les communistes,
 36 les mensuels, les hebdomadaires et le quotidien *La Marseillaise*, sont des précieux
 37 points d'appui pour faire rayonner les idées communistes dans la proximité, alors
 38 que le paysage médiatique est toujours plus marqué par la concentration. Les déve-
 39 lopper, en papier comme en numérique, est un objectif prioritaire. Pour cela, le PCF
 40 engagera la bataille de la lecture, de la diffusion et de l'abonnement.

41 L'objectif est de faire de chaque communiste un lecteur et un acteur de la diffusion
 42 du journal, de leur permettre de s'en nourrir, de les aider dans leurs combats et leurs
 43 analyses. La bataille de l'abonnement est primordiale pour atteindre cet objectif.

44 De même, les revues du parti et les revues amies, outils irremplaçables de forma-
 45 tion, de réflexion et de mobilisation, doivent être défendues, développées et diffu-
 46 sées massivement. Elles constituent des espaces de résistance intellectuelle et de
 47 contre-pouvoir. Elles sont des leviers pour approfondir l'analyse marxiste, enrichir
 48 les débats stratégiques et renforcer l'unité d'action des communistes.